



PROGRAMME SECTORIEL EN AGROECOLOGIE

République Démocratique et Populaire Lao

DOCUMENT DE PROGRAMME

ET

RAPPORT DE DEMARRAGE

A. CHABANNE

Objet : Poste d'assistance technique pour l'appui à la diffusion de l'agro-écologie (SCV) au niveau national

NOVEMBRE 2006

SOMMAIRE

1. CONTEXTE	1
2. OBJECTIFS GENERAUX ET SPECIFIQUES.....	2
3. BENEFICIAIRES	4
4. HYPOTHESES	4
5. MODE OPERATOIRE	5
6. ACTIVITES.....	8
6.1. LES ACTIVITES SPECIFIQUES A LA RDP LAO	8
6.1.1. <i>Les activités de structuration institutionnelle</i>	8
6.1.2. <i>Les activités de formation</i>	9
6.1.3. <i>Les activités de communication</i>	11
6.2. LES ACTIVITES REGIONALES	13
6.2.1. <i>Les activités de structuration institutionnelle</i>	13
6.2.2. <i>Les activités de communication</i>	14
7. METHODOLOGIE DE PARTENARIAT AVEC LE DEVELOPPEMENT	14
8. NOTES SUR LES ACTIVITES DE FORMATION	18
9. SCHEMA GENERAL D'ACTION.....	22
10. CALENDRIER DES ACTIVITES	23
11. BUDGET GLOBAL ET BUDGET DE L'ANNEE 1.....	27
12. LE SUIVI-EVALUATION.....	29
ANNEXES	30
CIRCULAIRE DU CONSEIL DES MINISTRES (554/CCM.DC DU 21/04/2005) ET ARRETE MINISTERIEL DU MINISTERE DE L' AGRICULTURE ET DES FORETS (0372/DF.05 DU 11 MAI 2005)	30
CARTE DU LAOS, DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT FINANCES PAR AFD ET DES ZONES D'INTERVENTIONS DU PROSA.....	34
BUDGET PREVISIONNEL DETAILLE SUR 4 ANS.....	35

1. CONTEXTE

Le développement des techniques agro-écologiques a été initié principalement dans les provinces de Sayaboury, frontalière de la Thaïlande, et de Xieng Khouang, avec l'appui de l'AFD et du FFEM entre 1999 et 2004.

La poursuite des appuis en ce domaine est maintenant prise en charge dans le cadre d'un point d'application spécifique (PRONAE¹) du « Programme de Capitalisation en Appui à la politique de Développement Rural » (PCADR) financé par l'AFD dont l'objectif est d'appuyer le Gouvernement lao dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de développement rural adapté aux conditions du pays. Ce point d'application, dont la mise en œuvre est confiée au NAFRI², avec l'appui du CIRAD³, est constitutif du « Programme National Agro-écologie ». Il se développe avec des résultats très encourageants dans deux provinces du pays (provinces de Sayaboury et de Xieng Khouang). Les cultures agro-écologiques couvrent déjà 450 ha et sont pratiquées par environ 500 paysans.

Plusieurs autres programmes de développement se proposent déjà de faire appel à ces techniques et d'en financer la vulgarisation à grande échelle :

- Le projet de développement rural, qui accompagnera le déplacement des populations du plateau de Nakai, dans le cadre du projet Nam Theun 2,⁴ devrait en faire une composante essentielle des actions qui seront engagées. Compte tenu des caractéristiques morpho-pédologiques des sols de cette zone, la mise en œuvre de techniques agricoles non « agressives » sera indispensable pour garantir un développement durable sur lequel les promoteurs du projet (NTPC) se sont engagés et l'agroécologie permet de répondre à cette contrainte forte
- Le projet de développement des bassins versants de la Nam Ngum, cofinancé par l'AFD et la BAD, prévoit également leur promotion dans les bassins versants en amont de cet affluent du Mékong.
- Une nouvelle phase du projet de développement rural du district de Phongsaly (PDDP2) actuellement à l'étude devrait démarrer certaines actions, en vue de réduire les cultures sur brûlis en ayant recours à ces techniques.

On trouvera en annexe, une carte du Laos précisant la localisation des ces projets.

Le Ministre de l'agriculture a effectué un voyage d'étude au Brésil sur l'agroécologie, dans le cadre du projet PCADR, dont il est revenu extrêmement impressionné par les réalisations qu'il a visitées et par la politique menée par les brésiliens.

A son retour, prenant en considération les premiers résultats enregistrés au Laos dans ce domaine ainsi que la demande exprimée de plus en plus par les groupes d'agriculteurs pour développer cette nouvelle approche, le Ministre a proposé au conseil des Ministres, et au Parti, de retenir la promotion de l'agroécologie comme un thème prioritaire du développement agricole du pays en demandant l'extension de cette technique au niveau national. Parallèlement, les autorités ont décidé d'inscrire cette approche dans le cursus de la faculté d'agronomie de Nabong.

¹ Programme National Agro-Ecologie

² National Agriculture and Forestry Institute

³ 3 assistants expatriés du CIRAD sont en place sur ce programme

⁴ Composante du programme de « ressettlement » du projet Nam Theun 2

Conscientes qu'elles ne pourraient pas seules mettre en œuvre cette politique, les autorités nationales ont demandé l'appui du CIRAD pour les aider à construire cette politique et à étendre rapidement dans d'autres provinces les expérimentations. Une lettre a été adressée au Directeur général du CIRAD en date du 14 juillet 2005 à cet effet. Une telle démarche très volontariste des autorités en faveur de l'agroécologie est unique dans le champ d'intervention de l'AFD. Elle s'explique pour une large part par l'adaptation spécifique de ces techniques à la problématique de l'agriculture lao :

- nécessité de trouver rapidement une alternative à l'agriculture sur brûlis,
- économie de travail générée par le semis direct sous couverture (suppression du labour et diminution des temps de sarclage) particulièrement appréciable dans un contexte de pénurie de main d'œuvre,
- nécessité d'améliorer la productivité de la riziculture en zone d'irrigation non contrôlée largement majoritaire dans le pays.

Cette initiative pourrait cependant s'avérer dangereuse et contre-productive si la diffusion n'était pas maîtrisée par un appui technique suffisant et une formation adéquate. En effet, le succès du développement des techniques agro-écologiques suppose l'élaboration d'une stratégie nationale rationnelle, montée en concertation avec les différentes parties prenantes et requiert un système de transfert de compétence organisé ainsi qu'un encadrement rapproché par des techniciens préalablement formés.

Par ailleurs, le Laos étant actuellement dans la sous région, (Greater Mékong Sub-region) le pays le plus avancé dans le domaine de l'agroécologie, une forte dynamique de coopération régionale a été initiée et s'est traduite par de nombreux échanges et visites sur le terrain notamment avec le Vietnam (NOMAFSI⁵), le Cambodge (en liaison avec le projet d'hévéaculture familiale de l'IRCC financé par l'AFD), la Thaïlande (laboratoire de biologie des sols de Sakon Nakom, Université de Kasetsart, appuyé par un expert du CIRAD) et la Chine (Académie d'agriculture du Yunnan).

La Banque Asiatique de Développement a par ailleurs montré un intérêt marqué pour le développement de ces techniques et participe au financement des investissements du NOMAFSI. Elle finance également le groupe de travail pour l'agriculture de la GMS qui s'implique spécifiquement dans l'agriculture de conservation. Le renforcement de ce réseau est souhaité par les divers partenaires et le Laos, du fait de son expérience, devrait être amené à jouer un rôle central dans cette démarche.

2. OBJECTIFS GENERAUX ET SPECIFIQUES

Il s'agit :

- D'appuyer le Ministère de l'Agriculture et des Forêts pour la définition, la programmation et la mise en œuvre de sa stratégie nationale en matière de diffusion de l'agroécologie;
- De structurer et animer le partenariat entre les différentes institutions oeuvrant pour la promotion de l'agroécologie (SCV);

⁵ Institut des Sciences agricoles et Forestières spécialisé dans l'agriculture de montagne ayant bénéficié d'un appui du CIRAD depuis 1999.

- De valoriser l'investissement consenti par chaque partenaire (politique, scientifique, du développement et financier) en formalisant un cadre institutionnel et technique efficace;
- D'appuyer le MAF dans sa politique de restructuration des DAFO à partir des enseignements des programmes du PCADR, notamment PRONAE et PASS;
- Et de bénéficier de l'expérience acquise au sein de la RDP Lao pour en faire le moteur principal d'un réseau régional.

Pour ce faire, il est nécessaire de :

- Mettre en place une dynamique d'échanges, de formation et d'animation au service des différents acteurs et bénéficiaires ;
- Contribuer au meilleur fonctionnement des relations entre la recherche, la formation, l'enseignement, le développement agricole, les décideurs politiques et les financiers ;
- Mettre en place un système national et régional d'informations et d'animation ;
- Permettre à l'ensemble des partenaires de concevoir l'approche comme un dispositif leur permettant l'accès au savoir et aux moyens, le renforcement de leurs capacités, et la reconnaissance nationale et internationale en matière de développement agricole, de recherche, de formation et d'enseignement ;
- Formaliser un partenariat qui s'inscrive dans un cadre opérationnel ;
- Constituer l'environnement institutionnel, technique et financier favorable et durable pour démultiplier la diffusion des résultats du PRONAE à l'ensemble du pays et pour assurer sa reconnaissance sur le plan régional (GMS) et international (Réseau Mondial en Agroécologie) ;
- Appuyer le PRONAE dans son évolution vers une structure durable chargée des activités d'expertise, de formation (technique et scientifique), d'appui au développement agricole. Par la vente de ces prestations, elle disposera d'une capacité à établir des ressources propres contribuant ainsi à sa pérennité.

Deux échelles d'intervention sont proposées : le niveau national avec le Programme National Sectoriel en Agroécologie pour la RDP Lao, et le niveau régional (GMS) pour la création d'un réseau régional en agroécologie.

Au niveau national, l'objectif général est de promouvoir les techniques de semis direct et de couvertures végétales au Laos par une approche durable et intégrative de Recherche-Formation-Diffusion. Il s'agit de renforcer les capacités des services nationaux de vulgarisation ainsi que les projets de développement à partir de l'expérience acquise au sein du PRONAE. Les objectifs spécifiques sont:

- De constituer l'environnement institutionnel, technique et financier favorable et durable pour démultiplier la diffusion des résultats du PRONAE à l'ensemble du pays ; Il s'agira de transférer les compétences acquises aux services nationaux de vulgarisation et de proposer des modes de fonctionnement permettant la prise en charge des coûts récurrents spécifiques à la méthode employée.
- De renforcer les capacités techniques et scientifiques de l'équipe du PRONAE ;
- De renforcer et compléter les capacités de fourniture de formations et d'appuis techniques et scientifiques ;
- De renforcer et compléter les capacités de communication ;
- Et d'appuyer le PRONAE dans son évolution vers une structure durable chargée des activités d'expertise, de formation (technique et scientifique) et d'appui au développement agricole.

Sur le plan régional, il s'agit de créer un réseau régional SCV autour de la dynamique actuelle et de l'expérience acquise au Laos avec comme objectifs spécifiques :

- De constituer l'environnement institutionnel, technique et financier favorable et durable ;
- D'assurer l'animation et la communication à partir d'un site internet Régional et divers supports de communication ;
- Et de créer une plate-forme régionale de connaissance et de formation technique et scientifique.

L'ensemble des activités, actions et opérations mises en œuvre pour atteindre ces objectifs est décrit par la suite.

3. BENEFICIAIRES

Les bénéficiaires concernés par ce projet sont, en premier lieu, les décideurs et acteurs des institutions et administrations directement concernées par la politique nationale de diffusion de l'agroécologie. Cependant, l'intérêt des thèmes abordés sous-entend que l'éventail des acteurs et utilisateurs potentiels soit le plus large possible. Comme il s'agit de renforcer le continuum Recherche-Formation-Enseignement-Vulgarisation, il est ainsi possible de définir trois grandes classes :

- **Acteurs I** : L'ensemble des bailleurs de fonds et les décideurs politiques qui ont besoin d'informations synthétiques sur les dispositifs de recherche et l'exploitation de leurs résultats. Ces utilisateurs sont aussi demandeurs de statistiques sur le monde agricole (productions, commerce, approvisionnement en intrants...).
- **Acteurs II** : les utilisateurs potentiels directs des techniques agroécologiques, soient les opérateurs économiques (producteurs, groupements de producteurs, PME du secteur agricole et agroalimentaire) et les intermédiaires du développement agricole (vulgarisateurs, enseignants, formateurs, ONG...). Ces utilisateurs des résultats de la recherche s'intéressent à des applications concrètes présentées de façon directement exploitable. Ils souhaitent se former aux techniques des SCV.
- **Acteurs III** : Les chercheurs et responsables de recherche. Ce groupe souhaite obtenir des informations détaillées et régulièrement mises à jour sur la vie, les acteurs et les résultats de la recherche agronomique, dans leur institution, dans leur pays, et dans l'ensemble de la région. Elle cherche aussi de l'information à valeur ajoutée sur les produits de la recherche internationale. Elle souhaite renforcer ses compétences et mieux les valoriser sur le plan international.

4. HYPOTHESES

L'analyse du cadre logique fait apparaître quatre grandes familles d'hypothèses recouvrant différentes conditions indispensables au projet et actuellement largement remplies :

1. **Le contexte général doit rester suffisamment favorable** pour permettre la réalisation du projet. Ce contexte peut se décliner autour de quatre variables :

- Des politiques nationales favorables à la promotion de l'information, de la recherche, de la formation, de l'enseignement et de la diffusion des techniques agroécologiques par les SCV.
- Un environnement politique stable (pas de changements fréquents au niveau des décideurs et acteurs). La mise à la disposition du projet d'un coordinateur national

disponible à plein temps est souhaitable. Ou autre structuration comprenant une personne à temps plein (Excécutif).

- Une volonté politique d'appuyer les institutions nationales participantes.
- Des conventions doivent être établies avec les projets de développement intéressés par la formation de leurs vulgarisateurs (principalement originaires du NAFES) aux techniques agro-écologiques et par la mise en place d'unités démonstratives au sein de leur projet. Les autorités politiques pourront être amenées à inciter des projets de développement en cours d'instruction à intégrer une sensibilisation et une formation aux techniques agroécologiques.

2. **Une entente durable** entre les différents partenaires du projet :

- un consensus sur la répartition du travail entre les différents niveaux de responsabilité,
- et sur le cadre général d'action du projet.

3. Une volonté des institutions membres **d'appuyer et de développer ce type de structuration** et de méthodologie:

- L'assurance d'un budget minimum de fonctionnement, d'investissement et de maintenance. Ce budget pourra être alimenté par des ressources propres issues des formations et expertises fournies à condition que ce principe de fonctionnement soit conforme à la législation et qu'il soit accepté par les projets de développement.
- Un renforcement des compétences en certains domaines.

4. La capacité à mettre en place **une structure de services** spécialisée en agroécologie:

- Capacité à vendre de l'expertise et de la formation,
- Autonomie sur la gestion et l'utilisation des ressources propres.

Les trois premières conditions de réalisation sont largement sécurisées par la circulaire du conseil des Ministres (554/CCM.DC du 21/04/2005) et de l'arrêté ministériel du Ministère de l'Agriculture et des Forêts (0372/DF.05 du 11 Mai 2005) dont une traduction non officielle est reprise en annexes. La quatrième hypothèse est en cours d'accomplissement par la contractualisation de prestations de Services auprès des projets de développement (NTPC2, Nam Ngum).

Sur le plan régional, il sera nécessaire de rechercher des financements complémentaires pour l'animation du réseau. La Banque Asiatique de Développement sera abordée dans le cadre d'une proposition de projet AGRIMEK pour la création d'une plate-forme régionale de connaissance. De même, la coopération régionale du Ministère Français des Affaires Etrangères pourra être sollicitée.

5. MODE OPERATOIRE

Le projet est défini sur une période de 4 années à partir de la date de sa signature.

La maîtrise d'ouvrage relève du Ministère de l'Agriculture et des Forêts. Compte tenu de la nature stratégique et de la dimension de politique agricole de cet appui, il est proposé que ce poste soit logé au niveau de son secrétariat permanent qui assure par ailleurs déjà la coordination du programme PCADR avec lequel le projet oeuvrera en étroite coordination.

Son pilotage sera assuré par le même comité de pilotage national que celui du PCADR, de fait de l'étroite collaboration avec ce projet et des synergies indispensables qu'il faudra créer. Ce comité comprend les différents départements ministériels impliqués dans le développement rural, notamment les directions de la Programmation, et de la Vulgarisation, le NAFRI,

l'Université Nationale du Laos (UNL), le Ministère des Affaires étrangères et les gouverneurs des provinces concernées.

Sa maîtrise d'œuvre sera assurée par le PROSA (Programme Sectoriel en Agroécologie). L'assistance technique sera fournie par le CIRAD avec lequel il est proposé qu'un contrat soit passé en gré à gré.

Le PROSA est construit comme un véritable programme sectoriel national fonctionnant parallèlement et selon les mêmes principes que le PCADR dont il reste très proche. Le PRONAE deviendra son organe exécutif. Son pilotage est assuré par un comité de pilotage identique à celui du PCADR mais élargi aux autres provinces concernées. Son mode de fonctionnement est construit autour:

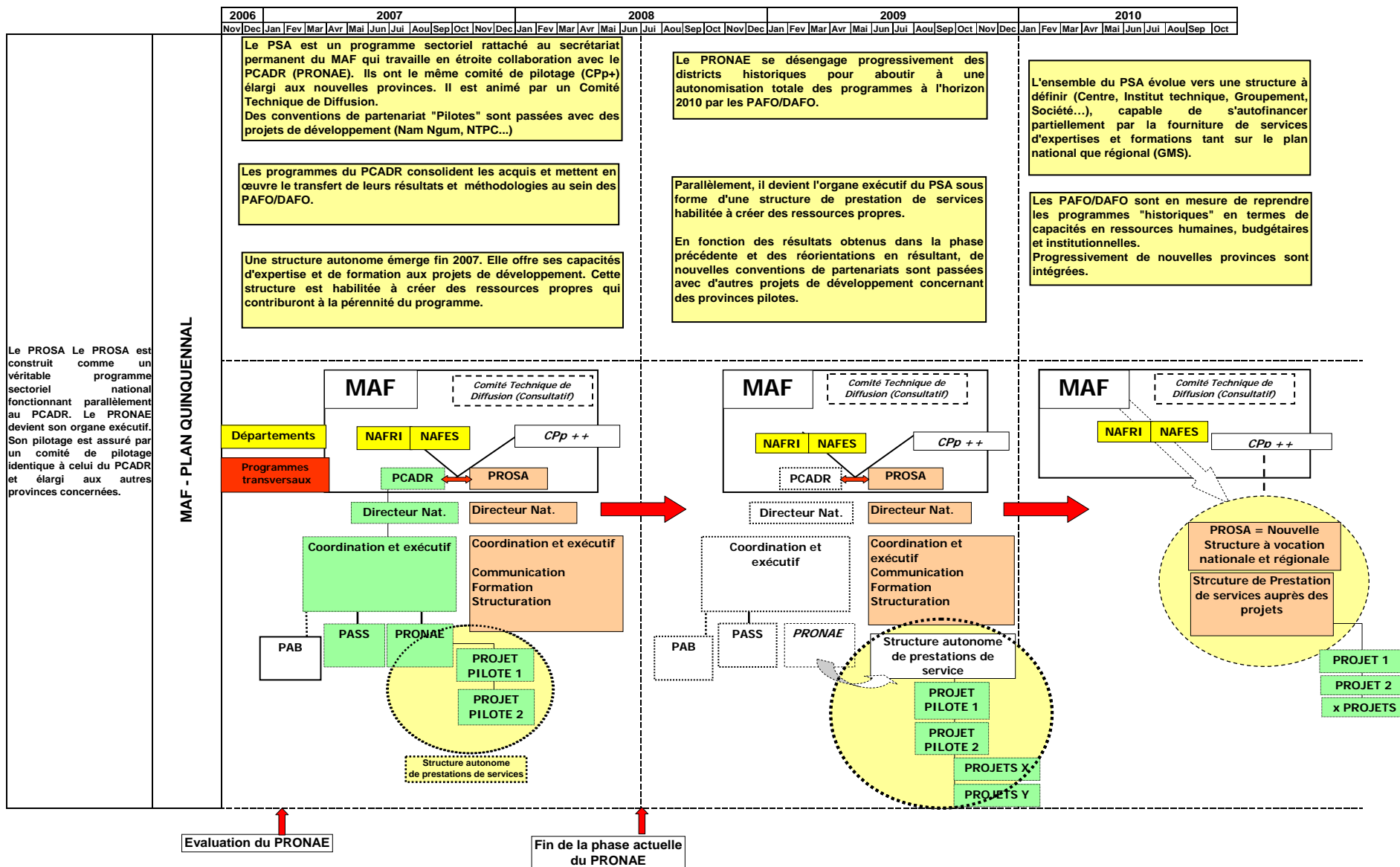
- d'un Directeur National associé à l'Assistant Technique Cirad, co-responsables de la mise en œuvre institutionnelle, technique et financière du programme,
- d'un Coordinateur chargé de la coordination entre les différents partenaires associés et de la communication (restitution, sensibilisation) auprès des autorités politiques
- d'un responsable technique responsable de la mise en œuvre pratique des activités de terrain du programme,
- d'une équipe opérationnelle chargée de l'exécution des activités et des tâches administratives et de gestion de la logistique.

Le PROSA rend compte et suit les recommandations de son Comité de Pilotage réuni une fois par an. Il est conseillé par un comité technique de diffusion, comité léger et facilement mobilisable qui se réunira une fois par mois au minimum. Ce comité sera constitué d'un représentant du MAF (son Secrétaire Permanent), du NAFES et du NAFRI.

Pour l'ensemble des activités décrites au chapitre 6, les montants budgétaires correspondants sont gérés par le projet sous la responsabilité de son Directeur National et de l'Assistant Technique. Ils sont cosignataires des décaissements et paiements à partir d'un compte bancaire spécifique au projet. Les montants budgétaires attribués aux activités sont modulables selon l'évolution du projet, mais ils doivent rester concordants avec les rubriques générales définies au chapitre 9. Pour la gestion comptable, on pourra, si possible, faire appel au secrétaire comptable du PRONAE. Il sera alors chargé de l'affectation des dépenses selon les projets. Dans le cas contraire, le recrutement d'un secrétaire-comptable est envisagé. Le recours à un cabinet externe d'audit comptable est vivement souhaité.

De façon à assurer la pérennité des activités d'appui et de formation en matière d'agroécologie, il est prévu qu'à l'horizon 2008, soit créée une structure spécialisée apte à vendre ses services et disposant de l'autonomie financière. La constitution de cette structure devra être conforme à la législation nationale. Différentes options seront prospectées durant l'année 2007, et un choix de structuration sera présenté aux décideurs politiques et financiers fin 2007.

STRUCTURATION PROPOSEE



6. ACTIVITES

6.1. Les activités spécifiques à la RDP LAO

L'ensemble des activités à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs décrits auparavant est décliné autour de 3 grands types d'activités : la structuration institutionnelle, la formation et la communication.

6.1.1. Les activités de structuration institutionnelle

Il s'agit d'apporter un appui à la définition, la programmation et à la mise en œuvre de la politique nationale en matière d'agroécologie pour la RDP Lao.

Ces activités concernent 7 actions :

- La mise en oeuvre de la structuration institutionnelle intra ministérielle (Secrétariat Permanent du MAF, NAFRI, NAFES). Il s'agit de définir, de mettre en œuvre et d'évaluer les principes et modes de partenariat établis autour d'un Comité technique de diffusion et d'un comité de pilotage.
- La programmation annuelle et pluriannuelle. Il s'agit de définir avec le Comité technique de diffusion la programmation technique et financière annuelle et pluriannuelle et de la faire valider par le comité de pilotage. Il s'agira en premier lieu de construire les programmes techniques en pleine concordance avec le plan quinquennal 2006-2010 du MAF.
- Le suivi-évaluation. Il s'agit de valider et réajuster les grilles de suivi-évaluation construites autour d'indicateurs d'activités (correspondant aux opérations) et d'indicateurs d'impacts et de résultats. Une restitution technique et financière devra être régulièrement réalisée auprès du comité de pilotage (réunion annuelle) ainsi qu'une évaluation externe à mi terme du projet.
- La capitalisation. Il s'agit d'assurer le rythme défini de fourniture des divers rapports d'activités et d'en valider la concordance des données. Des synthèses seront élaborées pour alimenter les divers outils de communication, dont le site internet et les bases de données.
- La contractualisation de partenariats externes. Après une phase de communication et de sensibilisation, il conviendra de contractualiser des partenariats externes. Ils concernent à la fois des partenariats inter ministériels (Enseignement primaire, secondaire et universitaire) et avec des projets de développement. Pour ces derniers, une première phase « pilote » mettra en oeuvre le partenariat avec 2 projets de développement autour desquels les méthodes de Adaptation-Formation-Diffusion seront validées.
- La recherche de financements complémentaires. Il s'agit de définir un projet global plus large autour de l'agroécologie et de sa place dans le développement agricole. Ce projet global, validé au niveau du MAF, servira de point de référence pour la soumission auprès des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux (GMS) de demandes de financements complémentaires.
- L'animation et la réflexion prospective. Des réunions mensuelles devront être organisées au sein de la cellule de coordination/Comité de diffusion qui, outre la gestion du cycle du projet, auront pour but de sensibiliser les décideurs politiques aux impacts environnementaux des projets nationaux de développement rural ainsi que des projets privés. Une incitation à la prise de mesures et à la définition d'obligations agri

environnementales sera envisagée. Par ailleurs des visites de sensibilisation aux problèmes de durabilité de l'agriculture et des réponses possibles par les SCV seront organisées sur le plan national (PRONAE) et international (réseau mondial en agroécologie par les SCV/Cirad, Brésil, Madagascar...).

Les indicateurs de résultats/impacts relatifs à ces activités sont:

- L'établissement d'un document de politique sectorielle de diffusion des techniques agroécologiques par les SCV;
- Les lettres d'engagement des partenaires indirects impliqués (Universités et Facultés d'agriculture...);
- La contractualisation de partenariats avec les projets. Nombre et teneurs (contribution aux ressources propres par la prestation de services) des contrats passés;
- Statistiques de productions et surfaces agricoles concernées par l'agroécologie;
- Nombre et dynamique (visites, média...) des sites de référence;
- Fréquence des consultations internes du comité technique de diffusion,
- Fréquence des communications auprès des décideurs et bailleurs de fonds,
- Montant et nature (diversification des sources) des financements complémentaires obtenus;
- Prise en compte du capital naturel dans la définition des politiques de développement rural (études d'impacts environnementaux, aides aux bonnes pratiques, évaluation économiques du capital sol et du coût de sa dégradation...).

6.1.2. Les activités de formation

Elles se déclinent en 4 actions :

- Renforcement des capacités techniques et scientifiques de l'équipe du PRONAE. Il s'agit d'apporter aux membres de l'équipe du PRONAE les connaissances, méthodologies et outils complémentaires afin qu'ils puissent assurer pleinement leurs fonctions de formation et d'expertise.
- Formations thématiques de courte durée. Il s'agit de renforcer les connaissances de bases en matière d'agronomie générale l'ensemble les techniciens et vulgarisateurs des projets de développement partenaires. Cette étape est indispensable avant d'envisager une formation pratique de longue durée sur le thème de l'agroécologie par les SCV.
- Formations techniques de longue durée. Il s'agit de former par la pratique l'ensemble les techniciens et vulgarisateurs des projets de développement partenaires. Cette formation pratique aura lieu sur les sites de référence du PRONAE et sur une durée d'une campagne agricole entière (7 mois au minimum).
- Formations à la recherche. Il s'agit d'apporter un appui par l'inscription de l'agroécologie dans le cursus universitaire. Il s'agit aussi d'une sensibilisation aux impacts environnementaux de l'agriculture (externalités) et aux réponses apportées par les SCV. L'accueil d'étudiants en formation sur des thématiques spécifiques et sous forme de stages de longue durée sera organisé.

Le schéma d'ensemble du déroulement des formations est décrit par les 3 tableaux suivants. Le premier tableau traduit les objectifs chiffrés. Le second tableau traduit le programme sur 3 ans de chaque groupe formé : étudiants, techniciens formateurs de l'équipe PRONAE et vulgarisateurs des projets de développement. Ces derniers suivent successivement les formations théoriques de remise à niveau en agronomie générale puis la formation pratique de longue durée sur les SCV. Ils appliquent ensuite les enseignements au sein de leur projet respectif et sous l'appui technique des membres de l'équipe technique.

Les objectifs spécifiques relatifs aux activités de formation et de sensibilisation sont :

	Par an	Sur 4 ans
Journées au champ de la part des usagers directs	500 jours	2000 jours
Journées au champ de la part des décideurs politiques, chercheurs	150 jours	600 jours
Formation théorique thématique	3 groupes de 10 Personnes sur 30 jours = 30 personnes sur 30 jours	120 personnes sur 30 jours
Formation pratique	20 personnes sur 200 jours	80 personnes sur 200 jours soit un total de 16000 jours
Stages étudiants	Equivalent 18 mois	Equivalent 54 mois
Formation interne de l'équipe du projet	100 jours	400 jours

Programme de formation par groupe de bénéficiaires et sur 3 années

	Année T	Année T+1	Année T+2
Type de formation	Bénéficiaires		
Stage de Formation pratique	Etudiants Facultés d'Agriculture		
Formations théoriques Remises à niveau	30 vulgarisateurs des projets de développement – DAFO-PAFO		
Formation pratique de longue durée		20 vulgarisateurs	
Formation à la formation ...		Equipe PRONAE + Etudiants	
		PROJETS DE DEVELOPPEMENT	
		1 Formateur formé encadre	X vulgarisateurs sur leur projet ou site A
		1 Formateur formé encadre	Y vulgarisateurs sur leur projet ou site B
Visites de sensibilisation			

Bien sûr, chaque groupe est renouvelé chaque année. La déclinaison du programme intégral sur 2 années montre à la fois le rythme du renforcement des capacités de l'équipe technique et des vulgarisateurs des projets de développement, et le volume des formations assurées chaque année.

Programme intégral de formation sur 2 années successives

	Année T	Année T+1
Type de formation	Bénéficiaires	Bénéficiaires
Stage de Formation pratique	Etudiants Facultés d'Agriculture	Etudiants Facultés d'Agriculture
Formations théoriques Remises à niveau	30 vulgarisateurs des projets de développement – DAFO-PAFO	30 vulgarisateurs des projets de développement – DAFO-PAFO
Formation pratique de longue durée	20 vulgarisateurs	20 vulgarisateurs
Formation à la formation + encadrement des formations pratiques...	Equipe PRONAE + Etudiants	Equipe PRONAE + Etudiants
	PROJETS DE DEVELOPPEMENT	
	1 Formateur formé encadre X vulgarisateurs sur leur projet A	1 Formateur formé encadre X vulgarisateurs sur leur projet A
	1 Formateur formé encadre Y vulgarisateurs sur leur projet B	1 Formateur formé encadre Y vulgarisateurs sur leur projet B
	Visites de sensibilisation	

Les indicateurs de résultats/impacts relatifs à ces activités sont:

- Nombre de formations spécifiques suivies par l'équipe PRONAE;
- L'équipe technique est compétente pour fournir de l'expertise (Nombre et natures d'expertises fournies) et des formations techniques et scientifiques (Nombre et nature);
- Et sa compétence est reconnue nationalement, régionalement (GMS) et internationalement (nombres de participants étrangers formés);
- Nombre et pertinence des thèmes abordés lors des sessions de formation;
- Nombre et qualité des supports de formation;
- Nombre de techniciens des projets de développement formés suivant le schéma développé ci avant,
- Nombre de vulgarisateurs DAFO/PAFO formés suivant le schéma développé ci avant;
- Nombre d'agriculteurs formés,
- Nombre d'étudiants formés,
- Superficies en semis direct,
- Avis des structures d'origine,
- Capacités d'autofinancement,
- Rapports d'activité.

6.1.3. Les activités de communication

La communication sera orientée vers les 3 catégories de bénéficiaires décrites ci-avant:

- L'ensemble des bailleurs de fonds et les décideurs politiques qui ont besoin d'informations synthétiques sur les dispositifs de recherche et l'exploitation de leurs résultats. Ces utilisateurs sont aussi demandeurs de statistiques sur le monde agricole (productions, commerce, approvisionnement en intrants...).
- les utilisateurs potentiels directs des techniques agroécologiques, soient les opérateurs économiques (producteurs, groupements de producteurs, PME du secteur agricole et agroalimentaire) et les intermédiaires du développement agricole (vulgarisateurs, enseignants, formateurs, ONG...). Ces utilisateurs des résultats de la recherche s'intéressent à des applications concrètes présentées de façon directement exploitable. Ils souhaitent se former aux techniques des SCV.
- Les chercheurs et responsables de recherche. Ce groupe souhaite obtenir des informations détaillées et régulièrement mises à jour sur la vie, les acteurs et les résultats de la recherche agronomique, dans leur institution, dans leur pays, et dans l'ensemble de la région. Elle cherche aussi de l'information à valeur ajoutée sur les produits de la recherche internationale. Elle souhaite renforcer ses compétences et mieux les valoriser sur le plan international.

Comme dans le domaine de la formation, les activités de communication feront à la fois appel:

- Aux nouvelles technologies d'information et de communication: site Internet, forum de discussion, bases de données, cd-rom,...;
- Aux médias traditionnels accessibles aux plus nombreux et à moindre coût: télévision, journaux, radios, gazettes d'information, fiches techniques...

Elles concernent 4 actions :

- Création d'un site internet et d'outils liés aux nouvelles technologies de l'information (bases de données consultables à distance à usage des utilisateurs directs et des décideurs politiques et bailleurs de fonds, cd-rom). L'inscription dans les moteurs de recherche permettra d'asseoir l'approche nationale Lao au niveau régional et international.
- Visites des sites par les bailleurs de fonds, décideurs politiques et projets de développement avec pour objectifs la sensibilisation et l'incitation vers des mesures et obligations agri-environnementales.
- Enseignement. Il s'agit de sensibiliser la jeunesse aux problématiques liées aux questions de durabilité de l'agriculture, de ses impacts environnementaux (externalités) et sur les approches agroécologiques par les SCV.
- Medias. Il s'agit de réaliser différents types de supports multimédias classiques et de programmer les interventions au travers des différents médias (journaux, télévision...).

Les indicateurs de résultats/impacts relatifs à ces activités sont:

- | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> • Nombre et qualité (diversification, public concerné...) des supports de communication; • Site Web (qualité, statistiques de fréquentation); • Nombre de forums de discussion; • Référencement dans les moteurs de recherche; • Bulletins d'informations, annuaires et répertoires; • Nombre d'interventions dans les médias; |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

- Inscription dans les cursus universitaire et scolaire (nombre d'interventions et nombre d'enseignants formés);
- Nombre de visites et sessions de sensibilisation aux externalités et fonctions écosystémiques de l'agriculture;
- Fréquences des concertations entre les institutions impliquées;
- Création et consultation des bases de données nationales (présence et actualisation, statistiques de consultation), nombre de Cd-rom distribués;
- Niveau d'engagement des partenaires dans le développement et la vie du site internet (contribution à l'élaboration des contenus);
- Le PROSA/PRONAE est reconnu sur le plan national, régional (GMS) et international (Réseau Mondial en Agroécologie), statistiques de consultation hors pays;

6.2. Les Activités régionales

L'ensemble des activités à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs décrits auparavant est décliné autour de 2 grands types d'activités : la structuration institutionnelle et la communication.

6.2.1. Les activités de structuration institutionnelle

Il s'agit d'apporter un appui à la définition, la programmation et à la mise en œuvre de l'animation régionale (GMS) entre les différents projets nationaux en agroécologie (Laos, Cambodge, Vietnam, Thaïlande, Yunnan/Chine).

Ces activités concernent 6 actions :

- La mise en œuvre de la structuration régionale. Il s'agit de définir, de mettre en œuvre et d'évaluer les principes et modes de partenariat établis autour d'un comité de pilotage, d'une unité régionale et de points focaux nationaux.
- La programmation annuelle et pluriannuelle. Il s'agit de définir entre l'Unité Régionale et les Points focaux la programmation technique et financière annuelle et pluriannuelle et de la faire valider par le comité de pilotage.
- Le suivi-évaluation. Il s'agit de valider et réajuster les grilles de suivi-évaluation construites autour d'indicateurs d'activités (correspondant aux opérations) et d'indicateurs d'impacts et de résultats. Une restitution technique et financière devra être régulièrement réalisée auprès du comité de pilotage.
- La capitalisation. Il s'agit d'assurer le rythme défini de fourniture des divers rapports d'activités et d'en valider la concordance des données. Des synthèses seront élaborées pour alimenter les divers outils de communication, dont le site internet et les bases de données.
- La recherche de financements complémentaires. Il s'agit de définir un projet global plus large autour de l'agroécologie et de sa place dans le développement agricole de la GMS. Ce projet global, validé au niveau du Comité de Pilotage, servira de point de référence pour la soumission auprès des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux (GMS) de demandes de financements complémentaires.
- L'animation et la réflexion prospective. Des réunions devront être régulièrement organisées au sein de l'Unité Régionale qui, outre la gestion du cycle du projet, auront pour but de sensibiliser les décideurs politiques aux impacts environnementaux des projets nationaux de développement rural ainsi que des projets privés. Une incitation à la prise de mesures et à la définition d'obligations agri environnementales sera envisagée.

6.2.2. Les activités de communication

Elles concernent 2 actions :

- Création d'un site internet et d'outils liés aux nouvelles technologies de l'information (bases de données consultables à distance à l'usage des utilisateurs directs et des décideurs politiques et bailleurs de fonds, cd-rom). L'inscription dans les moteurs de recherche permettra d'asseoir aussi l'approche nationale Lao au niveau régional et international.
- Medias. Il s'agit de réaliser différents types de supports multimédias classiques et de programmer les interventions au travers des différents médias (journaux, télévision...).

7. METHODOLOGIE DE PARTENARIAT AVEC LE DEVELOPPEMENT

L'initiative de diffusion des techniques agroécologiques pourrait s'avérer dangereuse et contre-productive:

- si elle se limitait à une seule tentative de "placage" de fiches techniques établies dans des contextes spécifiques sur des milieux biophysiques et socio-économiques différents;
- si elle ne s'accompagnait pas d'un volet d'ajustement et de validation techniques;
- si la diffusion n'était pas supportée par un appui technique suffisant et un système de formation performant. En effet, le succès du développement des techniques agro-écologiques suppose l'élaboration d'une stratégie nationale rationnelle, montée en concertation avec les différentes parties prenantes et requiert un système de transfert de compétences organisé ainsi qu'un encadrement rapproché par des techniciens préalablement formés;
- si elle ne s'accompagnait d'une appropriation par les services nationaux de vulgarisation d'une méthodologie permettant de fournir des alternatives techniques et des modes de fonctionnement pertinents.

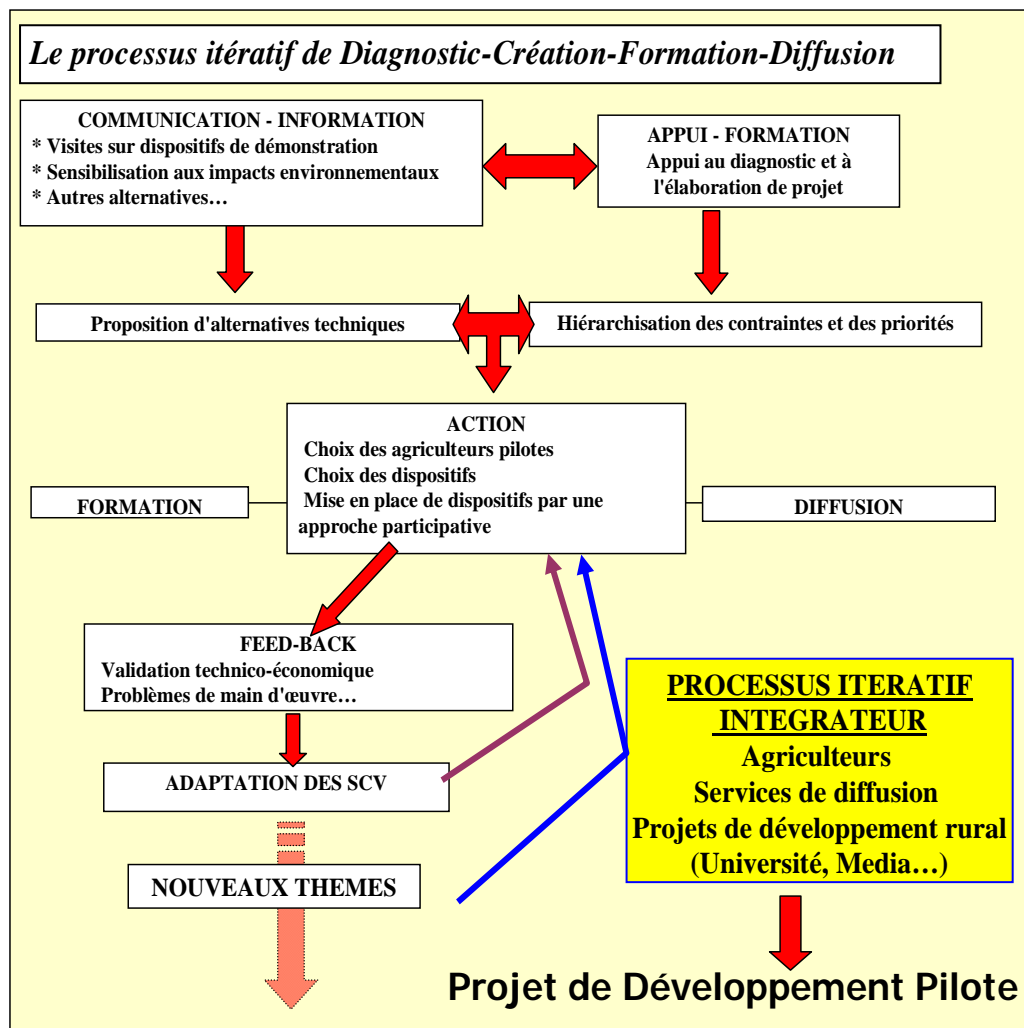
Dans ce contexte, la réussite du programme repose sur sa capacité à contractualiser des partenariats entre une structure de prestation de services, structure à définir mais émanant du PRONAE, et les services nationaux de vulgarisation ainsi que divers projets de développement. Il s'agira alors de transférer à moyen terme, non seulement des résultats techniques validés dans les divers contextes rencontrés, mais aussi, et surtout, une méthodologie d'approche efficace.

La méthodologie proposée de Création-Formation-Diffusion est celle mise au point par le Cirad et appliquée par l'ensemble des projets nationaux en agroécologie. Elle a été validée au sein de la RDP Lao par le PRONAE, et plus particulièrement dans les provinces de Sayaboury et de Xieng Khouang.

Cette méthodologie doit:

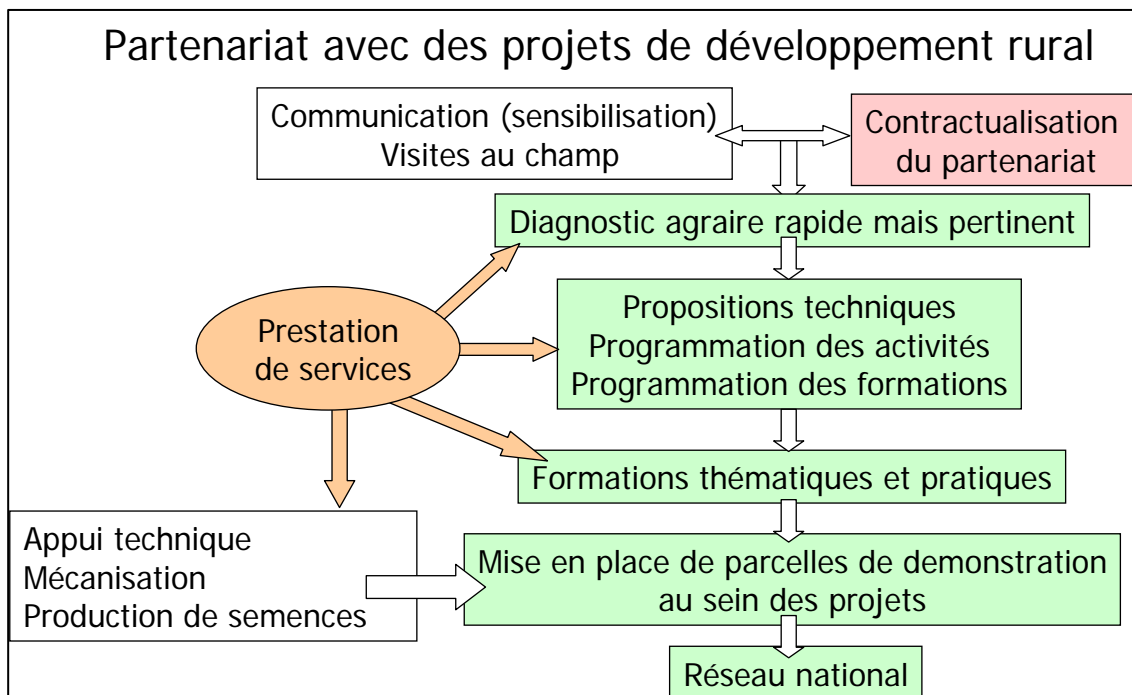
- s'inscrire dans les schémas et objectifs de développement actuellement en cours de définition pour le prochain plan quinquennal du MAF;
- et permettre le transfert des compétences aux services nationaux de vulgarisation d'une façon durable (pérennité "hors projet"), notamment par la reproductibilité de la méthodologie (appropriation par les DAFO/PAFO), par le renforcement des compétences et des ressources humaines, et par la possibilité de prise en charge des coûts récurrents à l'approche (prestation de services, taxation sur les exportations agricoles,...).

La démarche générale est synthétisée par les figures et textes suivants.



Les activités pouvant donner lieu à de la prestation de services peuvent être:

- L'appui au diagnostic agricole et à l'élaboration d'un projet;
- L'appui aux choix des alternatives techniques et à la programmation des activités et formations;
- La fourniture de formations théoriques et pratiques;
- L'appui à la mise en place des dispositifs de création et démonstration/Validation au sein des projets;
- Un appui à la structuration du milieu (groupements, implication du secteur privé...) autour d'activités fédératrices comme la mécanisation, la production de semences...



Les bases de la méthodologie de "Création – Diffusion – Formation" se déclinent autour de deux grands objectifs orientés vers le développement :

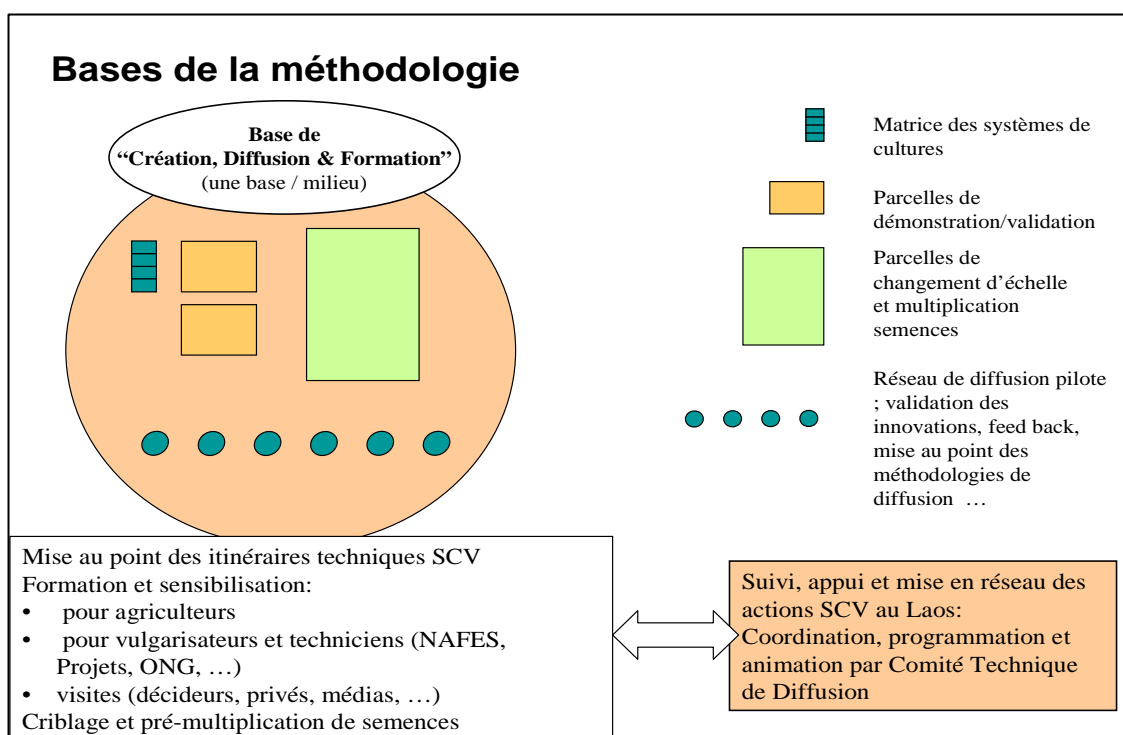
- des dispositifs d'expérimentation visant à la mise au point, la démonstration et la formation sur des nouveaux systèmes de culture à base de SCV : matrice, parcelles de démonstration et réseaux d'agriculteurs « pilotes » ; l'ensemble de ces parcelles est conduit sur chaque agro-écosystème cible.
- des collections pour l'évaluation du matériel végétal, relayées -pour les espèces et/ou cultivars les plus intéressants- par un dispositif de pré-multiplication de semences (certaines étapes de l'évaluation et de la multiplication pouvant être conduits sur les dispositifs 'systèmes').

Les bases terrain de mise au point des systèmes de culture sont constituées sur chaque site à partir :

- De matrices qui constituent le cœur et la mémoire de la mise au point des systèmes de culture à base de SCV ; elles servent de base pour l'analyse et la hiérarchisation des contraintes agronomiques, pour l'évaluation et l'évolution des innovations systèmes ; elles constituent également un support de présentation de la gamme des innovations (« vitrine de technologies ») très parlant pour les visites d'agriculteurs, techniciens, ... ; elles constituent aussi des lieux de formation privilégiés ;
- De parcelles de démonstration/validation situées en bordure de route qui poursuivent un double objectif ; d'une part faire connaître les innovations au plus grand nombre (lieu de passage et panneau explicatif) et d'autre part travailler sur le changement d'échelle d'application par rapport au matrice (mécanisation, herbicides, performances économiques -rendement, coût, temps de travaux, ...- ...). Au sein des matrices, les systèmes de culture sont conduits sur des parcelles élémentaires de l'ordre de 100 à 500 m², splittées en 2-3 niveaux de fumure alors que les parcelles de démonstration/validation sont de l'ordre de 0,2 à 1 hectare (selon les systèmes de culture et les possibilités de mécanisation). Elles complètent utilement le dispositif

de formation pratique. Lorsque ce sera possible, de plus grandes parcelles (plusieurs hectares) de changement d'échelles seront mises en place soit chez des agriculteurs pilotes, soit au sein des centres des services nationaux.

- De réseaux de parcelles chez des agriculteurs « pilotes » qui servent d'une part à évaluer la robustesse des technologies (sur une gamme étendue de conditions pédoclimatiques), à affiner la variabilité des performances des innovations SCV et d'autre part à assurer un échange avec les agriculteurs sur les avantages et contraintes des innovations ainsi évaluées. Cette dernière étape doit également permettre de proposer des voies de diffusion élargie des innovations tenant compte du contexte agraire d'application et levant les éventuelles difficultés rencontrées par les agriculteurs « pilotes ».

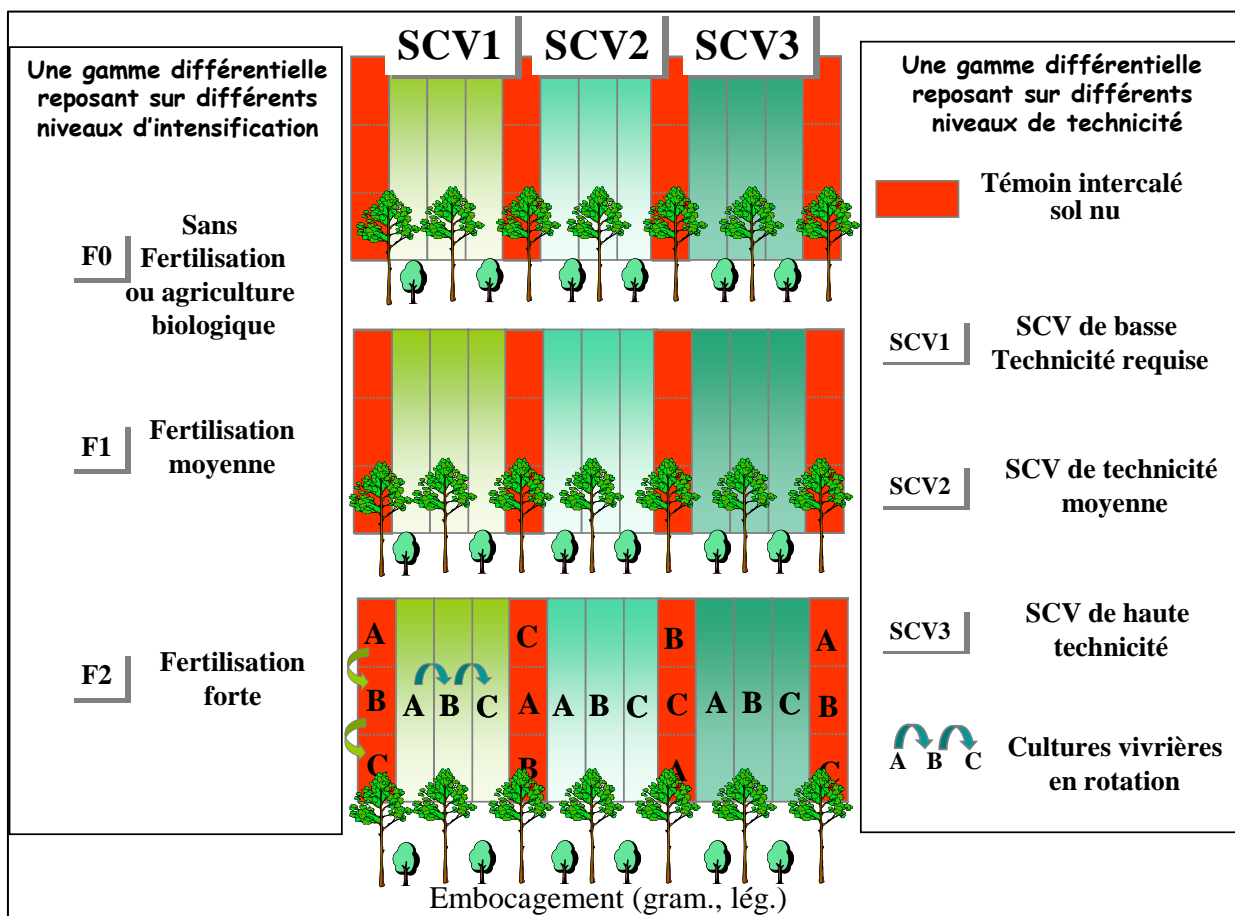


Principes de construction des matrices "Systèmes"

Il s'agit de reproduire différents scénarii qui permettront:

- De constituer une diversité de situations, diversité favorable aux processus participatifs de Création-Formation-Diffusion,
- D'offrir aux bailleurs de fonds et décideurs politiques plusieurs options reposant sur différents niveaux d'investissement (différents niveaux d'intensification et de technicité requise) et aboutissant à des modèles de développement agricole "à coûts différentiels";
- De mesurer de façon probante les externalités positives et négatives des propositions techniques et notamment leurs impacts environnementaux.

La figure suivante traduit un exemple de montage matriciel.

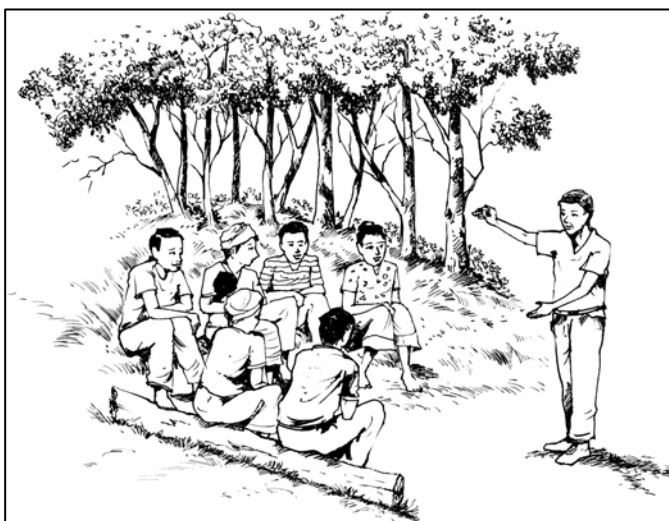


8. NOTES SUR LES ACTIVITES DE FORMATION

Les programmes des formations thématiques de courte durée seront définis en fonction des niveaux en agronomie générale des participants. Il s'agira donc d'offrir une palette de thématiques qu'il faudra décliner différemment selon le niveau de connaissance des participants. Ces thématiques correspondront à deux niveaux de formation:

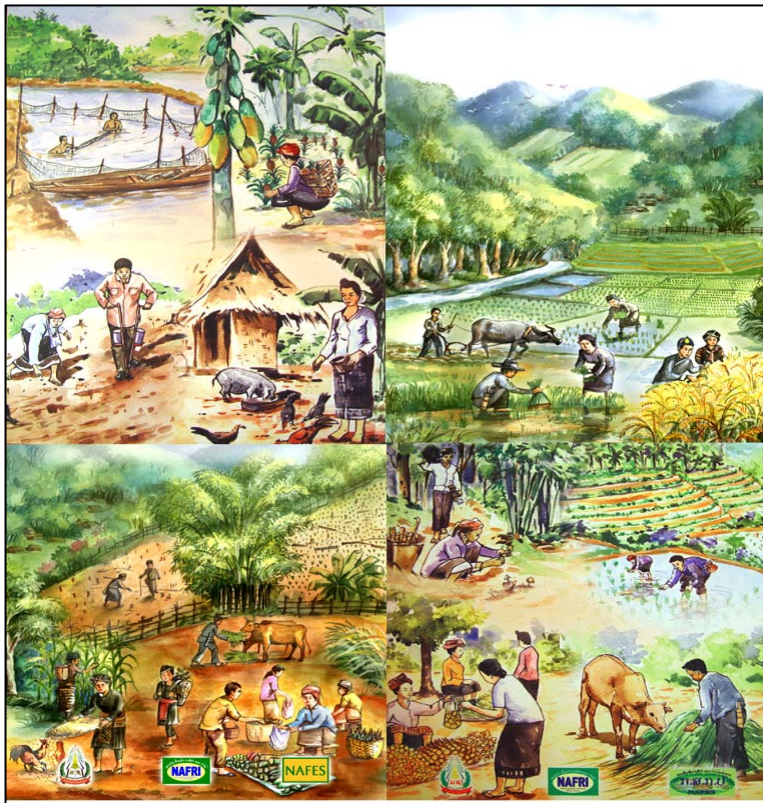
- Un formation pratique de remise à niveau: choix et utilisation des pesticides (mode d'action, épandage..), choix et utilisation du matériel de semis, gestion des plantes de couverture...;
- Et une formation théorique sur les bases de l'agronomie générale: les différentes fonctions du sol, la nutrition des plantes, la nutrition et la santé des animaux, les comptes d'exploitation...

Un accent particulier sera mis sur la nécessité de développer les capacités d'analyse systémique des participants à partir de quelques sujets d'étude concrets. Notamment le fonctionnement du sol à travers ses propriétés physiques, chimiques et biologiques sera particulièrement décrit tant sur le plan théorique que de façon illustrée par des activités pédagogiques de terrain (perméabilité du sol, densité du sol, stabilité structurale, densité racinaire, macrofaune, matière organique...). Ces activités de terrain



reposeront sur des séries d'expériences simples que chacun (y compris les agriculteurs) pourront reproduire au sein de leur communauté d'origine (groupes d'agriculteurs, DAFO, projets de développement, étudiants, enseignants...).

Des supports multimédia différenciés seront mis à la disposition des agents en fin de formation. Ils combineront à la fois les nouvelles technologies d'information et de



communication, et des supports traditionnels accessibles aux plus isolés. Pour ce faire, les capacités existantes au NAFRI et au NAFES seront pleinement exploitées et renforcées par le programme et des ressources financières complémentaires (Projet Européen Asia-Invest/ORCATAD). A titre d'exemple on pourra se référer aux documents richement illustrés édités par NAFRI, NAFES, NUOL, 2005. Improving livelihoods in the upland of the Lao PDR, Volume 1: Initiatives and approaches. Volume 2: Options and opportunities. National Agricultural and Forestry research Institute. Vientiane, Lao PDR.

Les formations pratiques de longue durée correspondront à une campagne agricole entière, soit de 6 à 7 mois. Dans la mesure du possible, les participants suivront l'intégralité de cette formation en continue sur les terrains d'applications. Si la disponibilité des agents ne le permet pas, une participation limitée aux phases agricoles clefs sera retenue: choix des systèmes de cultures, préparation des parcelles, semis, entretien, récolte, installation et gestion des espèces de couvertures...).

Ces formations thématiques et pratiques pourront avoir lieu sur 3 types de sites:

- Les sites historiques du PRONAE des provinces de Sayaboury et Xieng Khouang bénéficiant de tous les acquis techniques et institutionnels du projet;
- Les sites des projets de développement où ces formations pratiques seront mise à profit pour la constitution de sites de démonstration;
- Les structures/centres déjà existants des partenaires, notamment NAFRI et NAFES, mais aussi les écoles d'agriculture. Par exemple, la complémentarité (dispositif expérimental, mécanisation, multiplication de semences, Post-récolte, capacités d'hébergement, possibilités de salles de réunion/enseignement, possibilités de laboratoires simplifiés) des structures du NAFRI et NAFES de Napok pourra être mise à profit pour constituer une structure proche d'un Centre de Formation.

La formation des étudiants des facultés d'agronomie et des écoles d'agriculture reposera selon les mêmes principes. La formation thématique sera utilement complétée par les stages pratiques de longue durée (8-9 mois) pour les plus intéressés.

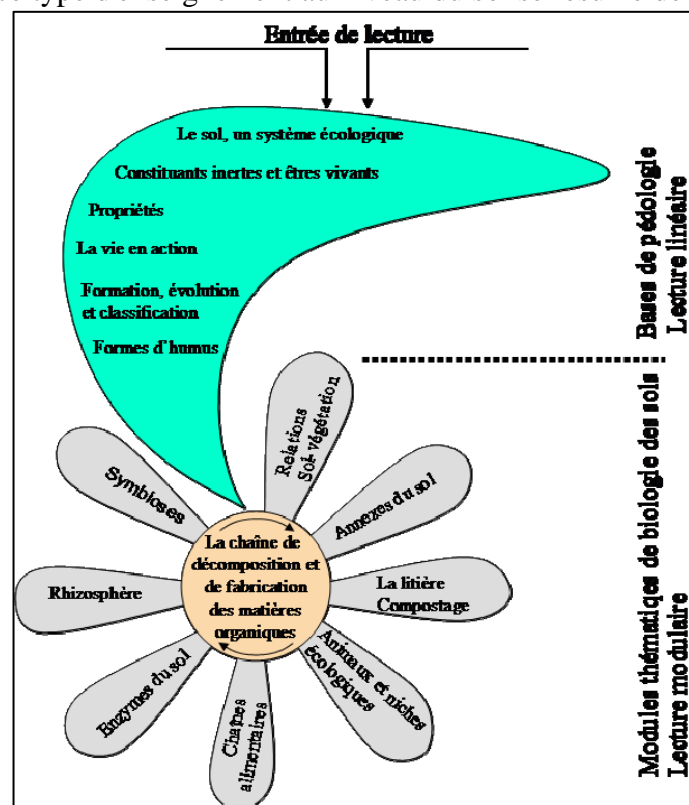
L'enseignement théorique, richement illustré par des activités de terrain les plus fréquentes possibles, reposera sur les principes systémiques suivants:

- Un enseignement linéaire des principes de bases de l'agronomie générale qui doit fournir les connaissances essentielles nécessaires à la compréhension des divers fonctionnements systémiques en cause (sol, systèmes de culture, d'exploitation, agraires...);
- Un enseignement à lecture modulaire, abordable par n'importe quel chapitre où l'étudiant choisit son propre chemin en privilégiant les domaines où il se sent le plus à l'aise ou pour ceux où il marque un intérêt spécifique. Cet enseignement favorise l'approche globale systématique. Il s'agit de former à une agronomie généraliste.

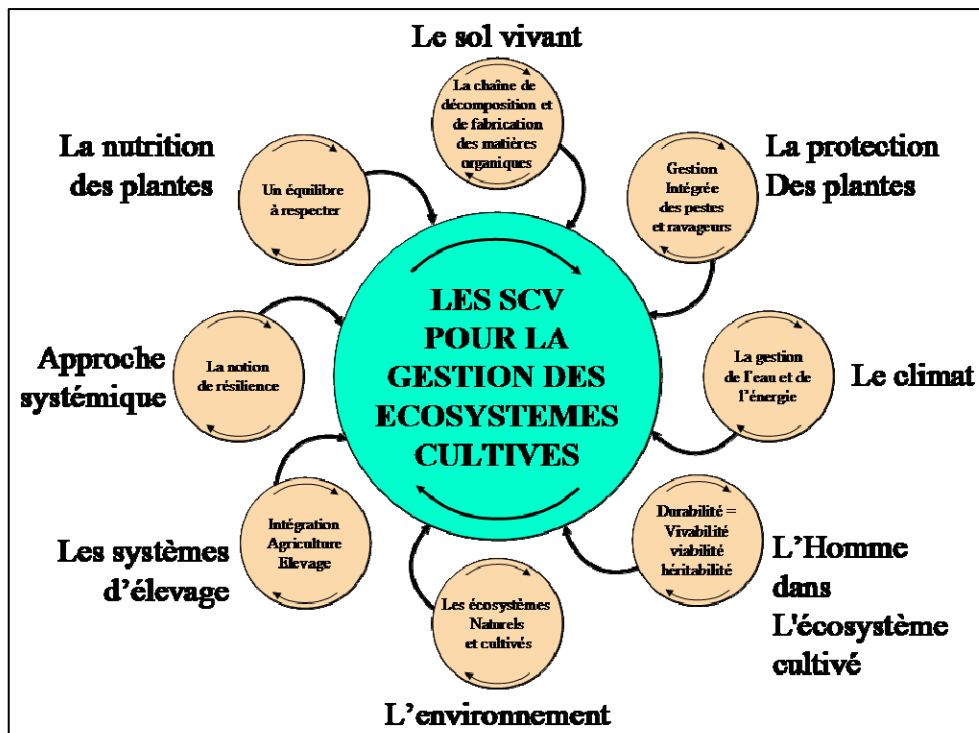
En matière de fonctionnement du sol par exemple, l'enseignement peut être ainsi décomposé en 2 parties:

- Un enseignement linéaire sur les bases de la pédologie traitant en particulier des points suivants:
 - Le sol, un système écologique,
 - Constituants inertes et vivants du sol,
 - Propriétés physiques et chimiques,
 - La vie en action,
 - Formation, évolution et classification des sols,
 - Importance et formes des matières organiques dans le sol.
- Un enseignement thématiques modulaires pouvant être abordé par n'importe quel chapitre et axé sur la chaîne de décomposition et de formation des matières organiques.

Schématiquement, ce type d'enseignement au niveau du sol se résume de la sorte:

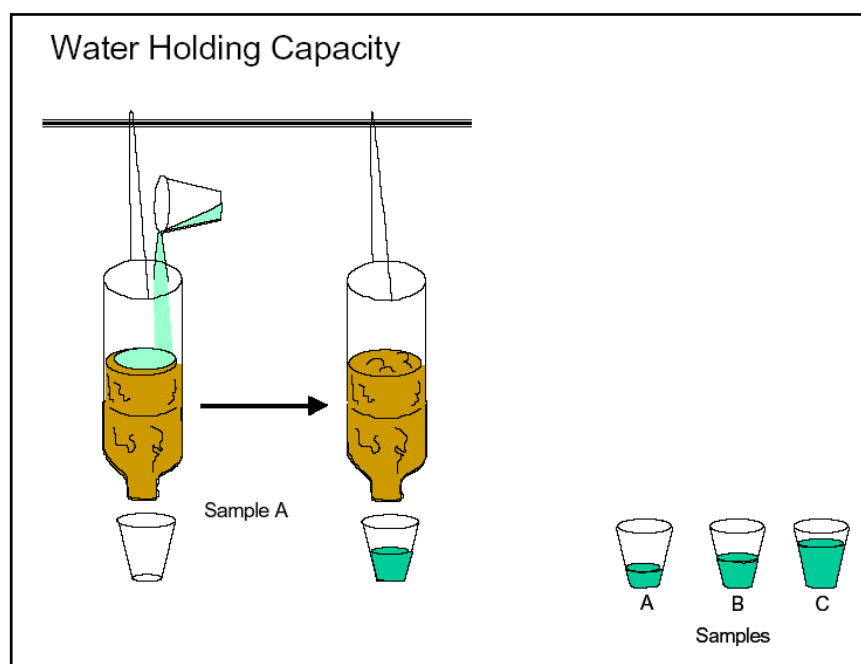


Chaque thème d'agronomie générale pourra être décliné de la même façon: acquisition des bases puis approche globale systématique autour d'une thématique systémique intégrative. La figure suivante traduit ces thématiques systémiques pour la compréhension et la gestion des techniques agroécologiques par les SCV.



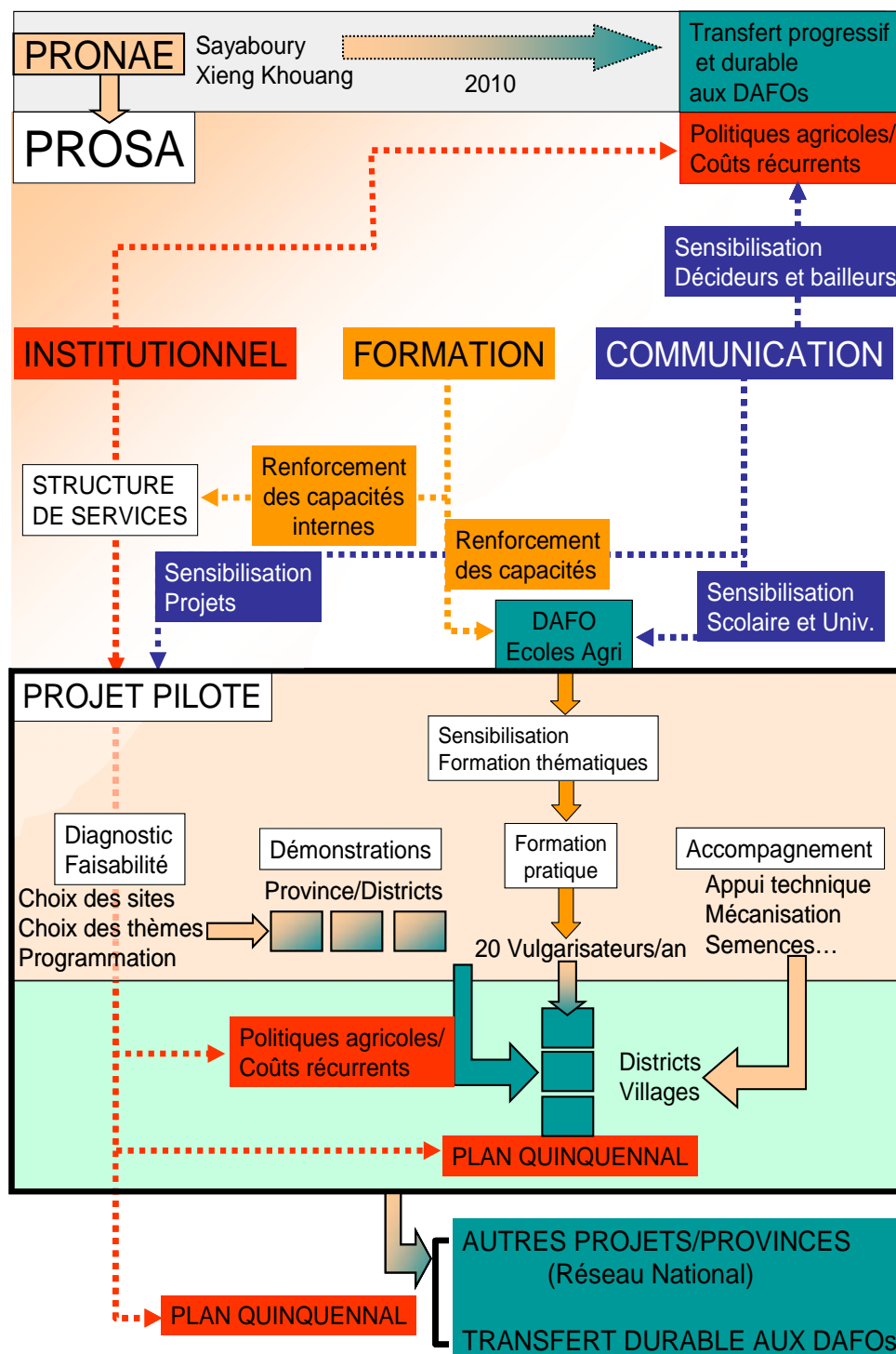
Suivant le public visé, il sera procédé à plusieurs niveaux d'enseignements allant:

- du plus simple, mais complet, à destination des agriculteurs et vulgarisateurs, enseignement richement illustré de séances de travaux pratiques de terrains à partir d'expériences simples mais démonstratives et pédagogiques,
- jusqu'à un niveau plus complexe à destination des vulgarisateurs les mieux formés, des étudiants et enseignants si nécessaire. La création d'un Master en agroécologie et à vocation régionale sera envisagée.



9. SCHEMA GENERAL D'ACTION

La figure suivante traduit le schéma général d'action axé sur le transfert durable des acquis techniques, institutionnels et méthodologiques du PRONAE aux services nationaux de vulgarisation en conformité avec le plan quinquennal défini par le MAF. Les activités sont déclinées autour de la structuration institutionnelle, la formation et la communication. Et le schéma général se met en œuvre à partir de partenariats avec des projets pilotes.



10. CALENDRIER DES ACTIVITES

Les tableaux suivants traduisent les calendriers des activités déclinées en actions et en opérations. Ces calendriers sont décrits pour la première année d'activités. Afin de mieux se caler par rapport aux campagnes agricoles, il est proposé de caler le calendrier des activités sur l'année civile. C'est pourquoi, les calendriers suivants s'étalent jusqu'en décembre 2007. De plus, une répartition de l'animation et des budgets alloués par action et sur 4 années est proposée.

Chronogramme des activités de structuration institutionnelle et de gestion du cycle du projet

Chronogramme des activités de structuration institutionnelle et de gestion du cycle du projet																	Signature convention, mise en place de l'équipe PROSA, avenant MAF/CIRAD	Evaluation à mi-parcours du PRONAE		Etude de faisabilité PRONAE ???		Création d'une structure capable de créer des ressources propres										
Actions		Opérations															2006		2007												PRINCIPAL ANIMATEUR	BUDGET SUR 4 ANS
Mise en oeuvre de la structuration interne	Mise en place du partenariat																									Comité Technique	6 000					
	Formalisation des principes de fonctionnement																															
	Mise en place du comité technique de diffusion																															
	Mise en place du Comité de pilotage																															
	Evaluation conjointe du partenariat																															
Programmation annuelle et pluriannuelle	Programmation pluriannuelle																									Comité Technique	18 000					
	Programmation technique et financière annuelle																															
	Validation par cellule de coordination																															
	Validation par comité de pilotage																															
	Coordination et mise en œuvre des programmes techniques et financiers																															
Suivi-évaluation	Elaboration des grilles de suivi-évaluation et réajustement des chronogrammes																									Comité Technique	pm					
	Evaluation interne annuelle/grilles et chronogrammes																															
	Evaluation de la diffusion des innovations																															
	Evaluation externe à mi-terme																															
	Restitution technique et financière																															
Capitalisation	Rapports semestriels d'activités																									Comité Technique	pm					
	Rapports annuels d'activités																															
	Validation et concordance des données																															
	Elaboration de contenus pour documents multimedia et site internet																															
	Synthèse et propositions de réorientations des programmes																															
Contractualisation des partenariats externes	Communication/Informations																									NAFES	18 800					
	Organisations																															
	Choix de partenariats "tests"																															
	Evaluation conjointe du partenariat																															
	Réajustements et validation de la méthodologie																															
Recherche de financements complémentaires	Extensions vers d'autres partenariats																									Comité Technique	pm					
	Synthèse et Evaluation globale																															
	Définition d'un projet global																															
	Validation du projet global par MAF																															
	Montage et soumission de projets bilatéraux																															
Animation et reflexion prospective	Montage et soumission de projets multilatéraux (GMS)																									Comité Technique	32 000					
	Synthèse et Evaluation																															
	Réunions mensuelles de la cellule de coordination																															
	Réunions extraordinaires "à la demande"																															
	Ateliers avec décideurs et bailleurs																															
	Voyages extérieurs (Madagascar, Brésil...)																															
	Diagnostic et suivi des projets de développement et privés (impact environnemental)																															
	Propositions de mesures et obligations agri-environnementales (conservation des sols)																															
Synthèse et Evaluation																																
Contenus pour documents multimedia et site internet																																

Chronogramme des activités de renforcement des capacités par la formation

		2006		2007												PRINCIPAL ANIMATEUR		BUDGET
Actions	Opérations	Nov	Dec	Jan	Fev	Mar	Avr	Mai	Jun	Jui	Aou	Sep	Oct	Nov	Dec			
Renforcement des capacités techniques et scientifiques de l'équipe du PRONAE	Evaluation des besoins en formation techniques et scientifiques																NAFRI-PRONAE	28 000
	Identification des partenaires et personnes ressources																	
	Choix et priorisation des thèmes																	
	Programmation des sessions																	
	Mise en œuvre																	
	Evaluation interne																	
Formations thématiques de courte durée	Synthèse et Evaluation																NAFRI-NAFES	49800
	Evaluation des besoins en formation et en supports pédagogiques																	
	Identification des partenaires et personnes ressources																	
	Réhabilitation des infrastructures																	
	Communication et contractualisation																	
	Choix des thèmes - élaboration des programmes																	
	Programmation des sessions																	
	Réalisation des supports pédagogiques																	
	Réajustements des thèmes																	
	Réalisation des ateliers thématiques																	
Formations techniques de longue durée	Evaluation interne																NAFRI -NAFES	217 400
	Synthèse et Evaluation																	
	Evaluation des besoins en formation et en supports pédagogiques																	
	Identification des partenaires et personnes ressources																	
	Choix des sites																	
	Choix des thèmes																	
	Communication et contractualisation																	
	Ajustement des sites et thèmes																	
	Mise en place																	
	Approche participative																	
	Formation au champ																	
	Organisation de visites																	
Formations à la recherche	Rapport d'activités																NAFRI	36 000
	Evaluation interne																	
	Synthèse et Evaluation																	
	Définition des programmes d'enseignement																	
	Choix des intervenants nationaux et externes																	
	Formation des intervenants																	
	Appels d'offres pour étudiants et choix																	
	Recherche de financements complémentaires																	
	Acquisition des connaissances de base																	
	Stages des étudiants																	
	Evaluation																	

Chronogramme des activités de communication

<div>Chronogramme des activités de communication</div>																	PRINCIPAL ANIMATEUR	BUDGET
		2006		2007														
Actions	Opérations	Nov	Dec	Jan	Fev	Mar	Avr	Mai	Jun	Jui	Aou	Sep	Oct	Nov	Dec			
Site internet et nouvelles technologies de l'information	Enquête/audit national - Evaluation des besoins																NAFRI - PRONAE	48 400
	Conception et réalisation de la maquette																	
	Formalisation et capitalisation des contenus																	
	Création et maintenance d'une base de données en SCV																	
	Réalisation du site national Laos																	
	Mise en place des forum de discussion																	
	Phase de fonctionnement expérimental																	
	Phase de fonctionnement définitif																	
	Référencement des sites dans les moteurs de recherche																	
	Mise à jour du contenu																	
	Edition du bulletin de liaison (CD rom)																	
	Rapport d'activités																	
Evaluation externe																		
Visites des sites par les bailleurs de fonds, décideurs politiques, projets de développment...	Programmation																Comité Technique	26 000
	Réalisation de plaquettes/visites																	
	Mise en forme de contenus adaptés aux décideurs et bailleurs																	
	Mise en œuvre																	
	Evaluation interne																	
	Evaluation externe																	
Enseignement	Inscription dans les cursus Universitaires et scolaires																NAFRI - PRONAE	10 000
	Réalisation des supports de communication																	
	Formation des enseignants																	
	Programmation des interventions																	
	Evaluation et synthèse																	
Medias	Programmation des interventions dans les média																Comité Technique	10 000
	Réalisation des supports multimédia (journaux, télé, radio...)																	
	Interventions																	
	Evaluation et synthèse																	

11. BUDGET GLOBAL ET BUDGET DE L'ANNEE 1

Le coût du projet s'élève sur 4 ans à 1,506 M€ dont 1,25 M€ sont financés par l'AFD et 256.000 € par le CIRAD. Les postes budgétaires par activité ont été décrits au chapitre 6 et le budget global est détaillé en annexes. Il se répartit globalement comme suit:

	Total	AFD	CIRAD
Equipement	101 550	101 550	
Assistance Technique et appuis	632 800	502 800	130 000
Coordination, animation, formation	737 440	617 440	120 000
Imprévus	34 210	28 210	6 000
Total	1 506 000	1 250 000	256 000

Les coûts de l'assistance technique permanente sont pris en charge à 75 % par l'AFD (390 000 €) et 25 % (130 000 €) par le CIRAD. Les 25 % de la contribution CIRAD correspondent au temps de travail consacré aux activités régionales, à d'éventuelles expertises « hors projet » et à de la formation personnelle.

Les montants budgétaires attribués aux activités sont modulables selon l'évolution du projet, mais ils doivent rester concordants avec les rubriques générales définies ici.

Sachant les délais nécessaires à remplir la condition suspensive (avenant à la convention NAFRI/CIRAD) et à la nomination de l'équipe nationale, et vu que le premier comité de pilotage qui validera le programme technique et financier sera tenu en décembre, il paraît difficile d'engager des dépenses avant janvier 2007. Le tableau suivant traduit le détail du budget pour la première année d'exécution qui est calée sur l'année civile 2007. Ce calage présente l'avantage de situer le programme sur les années civiles qui correspondent bien aux campagnes agricoles.

Cependant, il conviendra de rajouter les coûts de l'assistance technique permanente correspondant aux mois de novembre et décembre 2006.

BUDGET DE L'ANNEE 1

				Ventilation du budget AFD par trimestre						
1. Investissement		Total	AFD	CIRAD	T1	T2	T3	T4		
1.1. Véhicules		60 000	60 000	0	60 000					
1.2. Bureautique		15 550	15 550	0	15 550					
1.3. Matériel formation-recherche		16 000	16 000	0	16 000					
1.4. Capacité d'accueil		10 000	10 000	0		10 000				
Total investissements		101 550	101 550	0	91 550	10 000	0	0		
2. Fonctionnement		Total Année1	AFD	CIRAD	T1	T2	T3	T4		
2.1. Personnel national		29300	29300	0	7325	7325	7325	7325		
Salaires										
Coordinateur		9000	9000		2250	2250	2250	2250		
Responsables formation		8000	8000		2000	2000	2000	2000		
Interprète		6000	6000		1500	1500	1500	1500		
Chauffeur		1500	1500		375	375	375	375		
Per diem équipe technique		4800	4800		1200	1200	1200	1200		
2.2. Véhicules		11 973	11 973	0	4 565	3 003	2 203	2 203		
Carburants et lubrifiants voiture (35 000 km/an)		4600	4600		1 150	1 150	1 150	1 150		
Carburants et lubrifiants moto (10 000 km)		1 547	2 063		0	516	516	516		
Assurance voiture		3000	3000		3 000	0	0	0		
Assurance moto		800	800		0	800	0	0		
Entretien voiture (10 % sur 3 ans)		1660	1660		415	415	415	415		
Entretien moto (10 % sur 3 ans)		366	488		0	122	122	122		
2.3. Bureau		10 700	10 700	0	2 675	2 675	2 675	2 675		
Electricité, eau		2000	2000		500	500	500	500		
Communications		4000	4000		1000	1000	1000	1000		
Location bureaux		2700	2700		675	675	675	675		
Consommables et bureautique		2000	2000		500	500	500	500		
2.4. Déplacements nationaux		4000	4000	0	1000	1000	1000	1000		
Avion		800	800		200	200	200	200		
Frais d'hébergement		3200	3200		800	800	800	800		
Total fonctionnement		55 973	55 973	0	15 565	14 003	13 203	13 203		
3. Opération d'appui		Total Année1	AFD	CIRAD	T1	T2	T3	T4		
3.1. Formation au champ		59 800	59 800	0	12 300	21 500	20 500	5 500		
Intrants essais (par hectare)		5 000	5 000		3 000	1 000	800	200		
Location et préparation terrain (par hectare)		3 000	3 000		3 000	0	0	0		
Main d'œuvre temporaire (par hectare)		4 200	4 200		500	1 500	700	1500		
Petit matériel, stockage, sacs, transport		7 600	7 600		3 800	1 000	1000	1800		
Per diem vulgarisateurs en formation		40 000	40 000		2 000	18 000	18 000	2 000		
3.2. Formations thématiques		39 750	39 750	0	4 500	11 950	10 250	13 050		
Formation de proximité										
Journées champs		2 500	2 500		0	500	1 000	1 000		
Techniciens de district (session de 3 * 10 j * 10 Tec)		7 950	7 950		0	2 650	2 650	2 650		
Accueil Etudiants		9 000	9 000		0	3 000	3 000	3 000		
Edition (nb de documents)		7 800	7 800		1 500	1 500	2 000	2 800		
Journées champs chercheurs, décideurs		1 500	1 500		0	300	600	600		
Formation techniciens et ingénieurs de l'équipe										
Déplacements nationaux et régionaux		2 000	2 000		0	1 000	0	1 000		
Formation thématique (100 journées)		5 000	5 000		1 000	1 000	1 000	2 000		
Préparation et éditions de supports de formation		4 000	4 000		2 000	2 000	0	0		
3.3. Formations diplômantes		0	0	0	0	0	0	0		
Master		0	0							
Total opération d'appui		99 550	99 550	0	16 800	33 450	30 750	18 550		
4. Coordination		Total Année1	AFD	CIRAD	T1	T2	T3	T4		
4.1. Coordinations nationales		6 000	6 000	0	0	0	0	6 000		
voyages (terrestre et avion - 5 personnes)		1 500	1 500	0	0	0	0	1 500		
indemnités (journées)		500	500	0	0	0	0	500		
Comités de pilotage		4 000	4 000	0	0	0	0	4 000		
4.2. Coordination régionale		10 000		10 000	0	0	0	0		
voyages (A/R avion)		1 000		1 000	0	0	0	0		
indemnités (journées)		9 000		9 000	0	0	0	0		
4.3. Ateliers et réunions de programmation régionale		10 000		10 000	0	0	0	0		
voyages (terrestre et avion - forfait 10 personnes)		1 500		1 500	0	0	0	0		
voyages Circulaires		500		500	0	0	0	0		
indemnités (journées)		1 500		1 500	0	0	0	0		
organisation atelier		6 500		6 500	0	0	0	0		
Total coordination		26 000	6 000	20 000	0	0	0	6 000		
5. Appuis extérieurs		Total Année1	AFD	CIRAD	T1	T2	T3	T4		
5.1. Assistance permanente		130 000	97 500	32 500	24 375	24 375	24 375	24 375		
Conseiller technique principale *		130 000	97 500	32 500	24 375	24 375	24 375	24 375		
5.2. Missions, études, suivi		36 200	36 200	0	14 000	16 000	0	6 200		
Agronomie		12 200	12 200	0	6 000	0	0	6 200		
Gestion base de données (1 mission tous les 2 ans)		8 000	8 000	0	0	8 000	0	0		
Visites à l'extérieur (Madagascar, Brésil)		8 000	8 000	0	8 000	0	0	0		
Formation de formateurs (1 mission tous les 2 ans)		8 000	8 000	0	0	8 000	0	0		
Total appuis extérieurs		166 200	133 700	32 500	38 375	40 375	24 375	30 575		
6. Site Web, animation et communication		Total Année1	AFD	CIRAD	T1	T2	T3	T4		
Conception et mise à jour site internet Laos		1 500	1 500	0	900	200	200	200		
Frais de connexion ADSL		3 500	3 500	0	875	875	875	875		
Hébergement du site		300	300	0	75	75	75	75		
Edition bulletin de liaison		1 000	1 000	0	250	250	250	250		
Autres sites web nationaux		10 000	0	10 000						
Total Site Web, animation et communication		16 300	6 300	10 000	2 100	1 400	1 400	1 400		
Imprévus physiques (5% hors assistance technique)		8 553	8 553	0	0	0	0	8 553		
				Ventilation du budget AFD par trimestre						
				TOTAL	AFD	CIRAD	T1	T2	T3	T4
Grand Total				474 126	411 626	62 500	164 390	99 228	69 728	78 281

*: Ce décompte budgétaire est calé sur l'année civile 2007. Dans le décompte de l'assistance technique il faudra rajouter les mois de novembre et décembre 2006.

12. LE SUIVI-EVALUATION

Le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du programme seront réalisés en temps réel par l'ensemble de l'équipe institutionnelle et technique du programme et à la demande du comité technique de diffusion. Une synthèse périodique sera restituée sous forme de rapports annuels d'avancement. Elle sera soumise à l'avis du comité de pilotage. L'ensemble des indicateurs d'activité et d'impacts décrits auparavant sera pris en compte.

A mi terme (Fin 2008), une évaluation externe sera envisagée. Elle sera chargée de valider, ou non, l'état d'avancement du projet, tant sur les plans institutionnels, techniques que financiers. D'autre part, et en fonction des différentes dynamiques (notamment agraires mais aussi institutionnelles) observées, elle pourra être amenée à faire des propositions de réorientation méthodologique, géographique, et institutionnelle.

ANNEXES

***Circulaire du conseil des Ministres (554/CCM.DC du 21/04/2005) et
arrêté ministériel du Ministère de l'Agriculture et des Forêts
(0372/DF.05 du 11 Mai 2005)***

(Traduction non officielle)



REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE POPULAIRE LAO
PAIX INDEPENDANCE DEMOCRATIE UNITE ET PROSPERITE

Cabinet du conseil des Ministres

Réf : 554/CCM.DC

Capitale de Vientiane, le 21/04/2005

Circulaire

Monsieur le Ministre de l'Agriculture et des Forêts,

Objet : Rapport de mission au Brésil et en France du 18 février au 07 mars 2005

Référence : Rapport du Ministre de l'Agriculture et des forêts No 0212/AF en date du 25 mars 2005
Accord du Premier Ministre en date du 11 mars 2005

En référence à votre proposition, le chef du cabinet du conseil des Ministres a l'honneur de vous informer de l'accord des autorités supérieures sur les thèmes suivants :

1. Promotion de systèmes sur couvert végétal permanent (SCV) en vue de leur diffusion et de leur intégration dans les systèmes de production du Laos avec pour objets la cessation des pratiques de ray (systèmes itinérants de défriche-brûlis), la conservation de l'eau, l'arrêt de l'érosion des terres cultivées, la réduction des coûts de production, la production de produits de qualité exempts de résidu agro-toxiques et l'utilisation durable des ressources naturelles.
2. Intégration de cette approche SCV dans les cursus des écoles d'agriculture du pays.

Par le présent courrier le conseil des ministres donne le pouvoir au Ministre de l'Agriculture et des forêts de nommer des personnels responsables de la promotion et de la diffusion des systèmes SCV dans le pays.

Par conséquent, cette circulaire vous est adressé Monsieur le Ministre pour exécution ultérieure.

Le Chef du Conseil des Ministres
Signature et Cachet

Dr Phankham VIPHAVANH

Destination :

- Premier Ministre et Vice Ministre : 5 exemplaires
- Cabinet central du Parti : 1 exemplaire
- Archivage : 9 exemplaires



REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE POPULAIRE LAO
PAIX INDEPENDANCE DEMOCRATIE UNITE ET PROSPERITE

Ministère de l'Agriculture et des forêts

Réf : 0372/DF.05

Capitale de Vientiane, le 11 Mai 2005

Arrêté Ministériel

Ministère de l'Agriculture et des forêts
Création et vulgarisation de systèmes sur couvert végétal
Dans les systèmes de production du Laos

A : Messieurs les Directeurs de départements du Ministère de l'Agriculture et des Forêts, Institut National de Recherche Agronomique et Forestière, Institut National de Vulgarisation Agricole, Départements Provinciaux de l'Agriculture et des Forêts

- Vu le décret du Premier Ministre No 89/PM en date du 22/06/99 relatif à l'organisation et à la nature des activités du Ministère de l'Agriculture et des forêts
- Vu la circulaire du cabinet du conseil des Ministres No 554/CCM.DC en date du 21/04/005 visant à la promotion la plus large possible de systèmes sur couvert végétal SCV au Laos

Le plan de développement agricole a progressé au cours des dernières années. Les travaux conduits par les services de l'agriculture et des forêts ont permis la création de variétés améliorées de riz et les résultats obtenus au sein des sites pilotes ont contribué à une amélioration de la riziculture irriguée de contre saison et de la riziculture de bas fond qui valorisent aujourd'hui largement ces créations variétales avec un taux d'utilisation respectif de ces variétés de 100% et 60 à 70%. Ces avancées ont permis d'améliorer la productivité et de favoriser l'exportation.

Parallèlement à la création de nouvelles variétés, il est essentiel d'envisager de nouveaux systèmes afin de protéger les ressources naturelles et plus particulièrement le sol, l'eau et les forêts afin d'en assurer une utilisation durable.

Pour cette raison et afin de mettre en application la circulaire du chef du cabinet du conseil des Ministres, rappelée en référence, et relative à la promotion de systèmes sur couvert végétal (SCV),

Monsieur le Ministre de l'Agriculture et des Forêts a arrêté les points suivants :

1. L'institut National de Recherche Agronomique et Forestière, en collaboration étroite avec l'Institut National de Vulgarisation Agricole, doit assurer la formation continue et pratique sur le terrain des agents techniques des différents départements provinciaux de l'agriculture et des forêts, de la capitale de Vientiane et de la zone spéciale, en créant des sites pilotes pour développer des systèmes SCV au cours de l'année budgétaire 2005 – 2006. Il faut envisager et choisir des sites en relation avec des projets existants.

2. Les Départements provinciaux de l'agriculture et des forêts, de la capitale Vientiane et de la zone spéciale doivent sensibiliser et former les agents techniques du bureau de l'agriculture et des forêts au niveau de chaque district sur ces systèmes SCV afin de concourir rapidement à la diffusion de ces systèmes innovants. Les documents techniques et autres documents annexes ont été préparés par le Ministre de l'Agriculture et des forêts en date du 27 Avril 2005.
3. Les Départements provinciaux de l'agriculture et des forêts, de la capitale Vientiane et de la zone spéciale doivent formuler des instructions à l'attention des sections de promotion agricole de chaque district afin que celles-ci organisent des formations pratiques sur le terrain, des voyages d'étude pour les agents techniques et les agriculteurs afin que ces derniers bénéficient de cette technique nouvelle SCV dans leur propre système de production.
4. Les responsables doivent organiser et favoriser l'information sur cette nouvelle technique SCV par tout moyen pour la porter à la connaissance des agriculteurs et des groupements de producteurs.
5. Les Départements provinciaux de l'agriculture et des forêts, de la capitale Vientiane et de la zone spéciale doivent informer périodiquement l'administration locale sur l'évolution de ces systèmes SCV afin d'obtenir leur soutien pour la diffusion de cette technique.
6. L'institut National de Recherche Agronomique et Forestière et l'Institut National de Vulgarisation Agricole sont responsables de la dynamique qui vise à assurer la diffusion à large échelle de cette nouvelle technique SCV et particulièrement au cours de cette campagne de production agricole.

Il est demandé que des rapports périodiques soient transmis au Ministère de l'agriculture et des forêts sur l'application de ces technologies.

Pour le Ministre de l'agriculture et des forêts

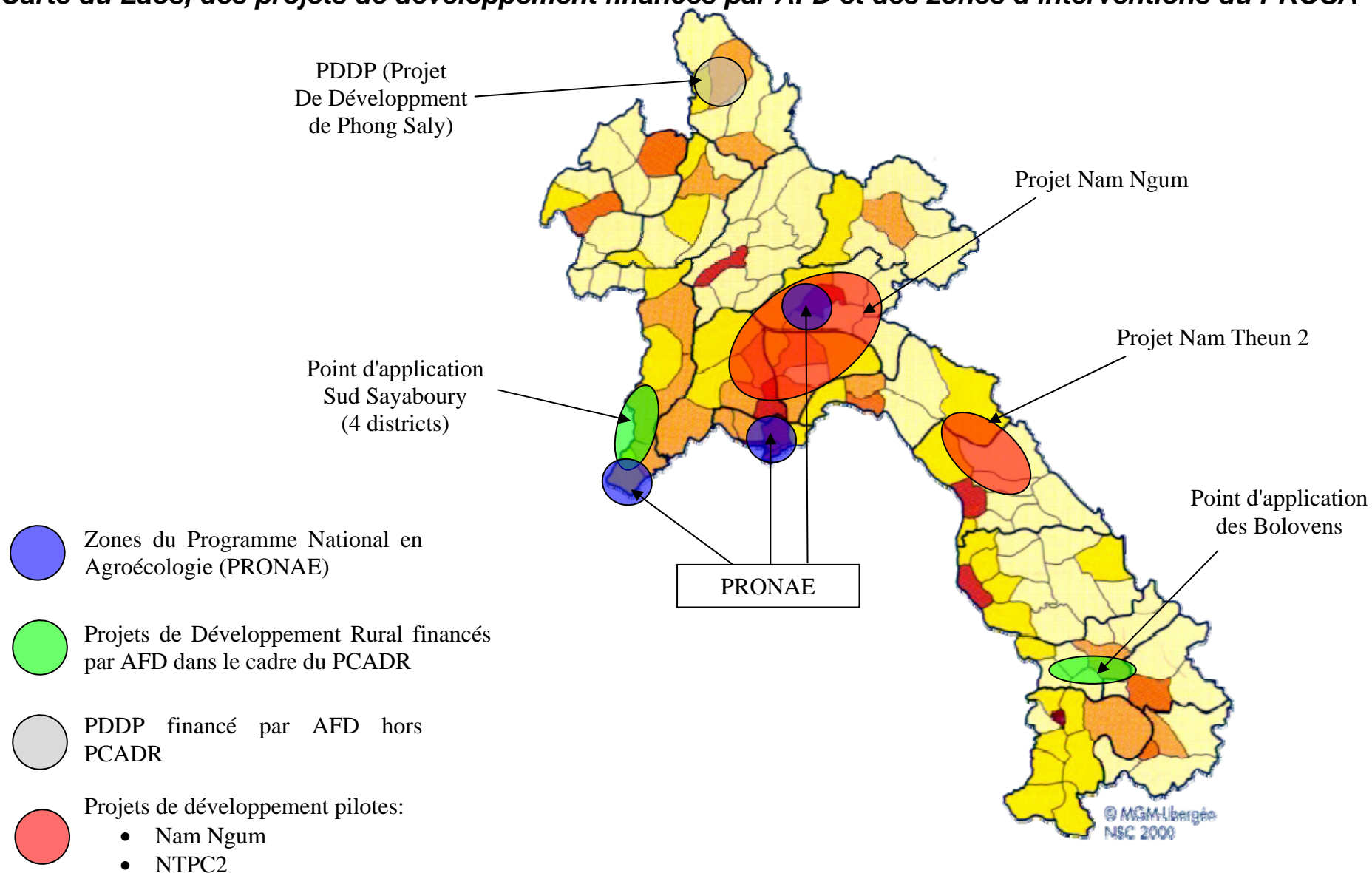
Signature et Cachet

Dr Ti PHOMMASAK

C.C :

Cabinet du conseil des Ministres
Cabinet des gouverneurs, capitale de Vientiane et zone spéciale
Départements provinciaux de l'agriculture et des forêts, Capitale de Vientiane et zone spéciale
Département, Sections, Instituts et Centres du Ministère de l'Agriculture et des Forêts
Archivage

Carte du Laos, des projets de développement financés par AFD et des zones d'interventions du PROSA



Budget prévisionnel détaillé sur 4 ans

1. Investissement	C.U.	Qté	Total	AFD	CIRAD
1.1. Véhicules			60 000	60 000	0
Véhicule de liaison 4RM	22 000	2	44 000	44 000	
Motocyclettes (100 cm ³)	1 600	10	16 000	16 000	
				0	
1.2. Bureautique			15 550	15 550	0
Ordinateurs, imprimantes et onduleurs	2 300	2	4 600	4 600	
Pack Logiciels	3 000	2	6 000	6 000	
Scanners	350	1	350	350	
Matériel de bureau (tel, fax)	300	1	300	300	
Tel portable	150	2	300	300	
Photocopieuse	3 000	1	3 000	3 000	
Mobilier de bureau	1 000	1	1 000	1 000	
				0	
1.3. Matériel formation-recherche			16 000	16 000	0
Vidéo-projecteur (LCD)	3 000	3	9 000	9 000	
Appareil photo numérique	1 000	3	3 000	3 000	
Camescope	2 000	2	4 000	4 000	
1.4. Capacité d'accueil			10 000	10 000	0
renforcement capacité d'accueil NARC	10 000	1	10 000	10 000	
Total investissements			101 550	101 550	0

2. Fonctionnement	C.U.	Qté	par an	Pour 4 ans	AFD	CIRAD
2.1. Personnel national			24500	117200	117200	0
Salaire						
Coordonateur	9 000	1	9000	36000	36000	
Responsables formation	4 000	2	8000	32000	32000	
Ingénieurs	2 000	0	0	0	0	
Techniciens	1 500	0	0	0	0	
Secrétaire-comptable	2 000	0	0	0	0	
Interprètes	6 000	1	6000	24000	24000	
Chauffeurs	1 500	1	1500	6000	6000	
					0	
Primes					0	
Assurance-retraite-santé	pm				0	
Logement	pm				0	
Déplacement personnel terrain	pm				0	
Per diem équipe technique	15	320	4800	19200	19200	
2.2. Véhicules			13 460	53 840	53 840	0
Carburants et lubrifiants voiture (35 000 km/an)	2 300	2	4600	18400	18400	
Carburants et lubrifiants moto (10 000 km)	275	10	2750	11000	11000	
Assurance voiture	1 500	2	3000	12000	12000	
Assurance moto	80	10	800	3200	3200	
Entretien voiture (10 % sur 3 ans)	830	2	1660	6640	6640	
Entretien moto (10 % sur 3 ans)	65	10	650	2600	2600	
2.3. Bureau			10 700	42 800	42 800	0
Electricité, eau	2 000	1	2000	8000	8000	
Communications	4 000	1	4000	16000	16000	
Location bureaux	2 700	1	2700	10800	10800	
Consommables et bureautique	2 000	1	2000	8000	8000	
					0	
2.4. Déplacements nationaux			4000	16000	16000	0
Avion	100	8	800	3200	3200	
Frais d'hébergement	20	160	3200	12800	12800	
Total fonctionnement			52 660	229 840	229 840	0

3. Opération d'appui	C.U.	Qté	par an	Pour 4 ans *	AFD	CIRAD
3.1. Formation au champ			59 800	179 400	179 400	0
Intrants essais (par hectare)	250	20	5 000	15 000	15 000	
Location et préparation terrain (par hectare)	150	20	3 000	9 000	9 000	
Main d'œuvre temporaire (par hectare)	210	20	4 200	12 600	12 600	
Petit matériel, stockage, sacs, transport	3 800	2	7 600	22 800	22 800	
Analyses sol et plantes	11 500	0,0	0	0	0	
Consommables labo. Biologie des sols	3 000	0	0	0	0	
Per diem vulgarisateurs en formation	10	4 000	40 000	120 000	120 000	
* 100 % de prise en charge les 2 premières années puis 50 %						
3.2. Formations thématiques			39 750	159 000	159 000	0
Formation de proximité						
Journées champs	5,0	500	2 500	10 000	10 000	
Techniciens de district (session de 3 * 10 j * 10 Tec)	2 650	3	7 950	31 800	31 800	
Accueil Etudiants	500	18	9 000	36 000	36 000	
Edition (nb de documents)	10	780	7 800	31 200	31 200	
Journées champs chercheurs, décideurs	10	150	1 500	6 000	6 000	
Formation techniciens et ingénieurs de l'équipe						
Déplacements nationaux et régionaux	2 000	1	2 000	8 000	8 000	
Formation thématique (100 journées)	50	100	5 000	20 000	20 000	
Préparation et éditions de supports de formation	4 000	1	4 000	16 000	16 000	
3.3. Formations diplômantes			0	0	0	0
Master	pm	0	0	0	0	
Total opération d'appui			99 550	338 400	338 400	0
4. Coordination	C.U.	Qté	par an	Pour 4 ans	AFD	CIRAD
4.1. Coordinations nationales			2 000	24 000	24 000	0
voyages (terrestre et avion - 5 personnes)	300	5	1 500	6 000	6 000	
indemnités (journées)	100	5	500	2 000	2 000	
Comités de pilotage	4 000	1	4 000	16 000	16 000	
4.2. Coordination régionale			10 000	40 000	0	40 000
voyages (A/R avion)	250	4	1 000	4 000		4 000
indemnités (journées)	150	60	9 000	36 000		36 000
4.3. Ateliers et réunions de programmation régionale			10 000	40 000	0	40 000
voyages (terrestre et avion - forfait 10 personnes)	3 000	0,5	1 500	6 000		6 000
voyages Circulaires	250	2	500	2 000		2 000
indemnités (journées)	100	15	1 500	6 000		6 000
organisation atelier	13 000	0,5	6 500	26 000		26 000
Total coordination			22 000	104 000	24 000	80 000
5. Appuis extérieurs	C.U.	Qté	par an	Pour 4 ans	AFD	CIRAD
5.1. Assistance permanente			130 000	520 000	390 000	130 000
Conseiller technique principale	130 000	1	130 000	520 000	390 000	130 000
5.2. Missions, études, suivi			28 200	112 800	112 800	0
Agronomie	12 200	1,0	12 200	48 800	48 800	
Gestion base de données	8 000	0,5	4 000	16 000	16 000	
Visites à l'extérieur (Madagascar, Brésil)	16 000	0,5	8 000	32 000	32 000	
Formation de formateurs	8 000	0,5	4 000	16 000	16 000	
Total appuis extérieurs			158 200	632 800	502 800	130 000
6. Site Web, animation et communication	C.U.	Qté	par an	Pour 4 ans	AFD	CIRAD
Conception et mise à jour site internet Laos	1500	1	1 500	6 000	6 000	
Frais de connexion ADSL	3500	1	3 500	14 000	14 000	
Hébergement du site	300	1	300	1 200	1 200	
Edition bulletin de liaison	1000	1	1 000	4 000	4 000	
Autres sites web nationaux	2500	4	10 000	40 000	0	40 000
Total Site Web, animation et communication			16 300	65 200	25 200	40 000
Imprévus physiques (5% hors assistance technique)				34 210	28 210	6 000
Grand Total				1 506 000	1 250 000	256 000

Dont :	Par an	Pour 4 ans	%
Equipement		101 550	7
Assistance technique	130 000	520 000	35
Fonctionnement AT	90 960	399 040	26
Fonctionnement Formation	99 550	338 400	22
Appui extérieur	28 200	112 800	7
Imprévus	0	34 210	2
		1 506 000	100